

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3079

11 novembre 2015

SOMMAIRE

3M Asset Management S.à r.l.	147750	European Specialist Investment Funds	147747
4A Investment S.A.	147762	FMS Services S.A.	147746
A.C. Europe S.A.	147749	Freestone Investments S.A.	147746
Adara Venture Partners S.à r.l.	147749	Front Invest S.à r.l.	147746
Adela Investments S.à r.l.	147752	FTF Galleon S.A.	147767
Advanced Financial Solutions S.A.	147752	Fullerton Lux Funds	147746
Auto Dialog S.A.	147752	Futura II Holding	147747
Babcock & Brown European Investments S.à r.l.	147766	Gesmarq International S.A.	147766
BBFG S.A.	147752	Nordik S.A.	147792
Cabinet Vétérinaire Animavet s.à r.l.	147748	Pressti doc S.A.	147761
CAM Immobilière S.A.	147748	RPO GP S.à r.l.	147746
Cared S.A.	147748	SELP (Delta Spare 5) S.à r.l.	147756
Carpel II S.à r.l.	147748	Shenrong Environment Protection Equipment (Europe) S.à r.l.	147749
Casares S.A.	147748	SWBF SolarEnergy Lux I	147749
Compagnie Générale de Matériaux et Cons- truction S.A.	147751	Swift Invest Holding SPF SA	147749
Czech Property Holdings S.à r.l.	147750	Triton IV No. 10 S.à r.l.	147753
Delarosa S.à r.l.	147747	Universal 2 Alternative Management S.à r.l.	147756
Digital Services XXVII (GP) S.à r.l.	147751	V6 Worldwide Investments S.à r.l.	147747
DV Paralux S. à r.l.	147751	Waterbridge S.à r.l.	147761
Energy CCAL S.A.	147751	ZAC sa	147750
Euclid International S.à r.l.	147751	Zeta Capital Management Sàrl	147750
European Management Fiduciary S.A.	147747	Zeta Capital Management Sàrl	147750

RPO GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 177.626.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157620/9.

(150173571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Freestone Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 82.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015157937/10.

(150173831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Fullerton Lux Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 148.899.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015157941/10.

(150173945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Front Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 153.861.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juillet 2015.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2015157939/11.

(150173863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

FMS Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.240.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2015

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes sont venus à échéance.

Monsieur Dominique MOINIL, Madame Sophie CHAMPENOIS, Madame Tazia BENAMEUR sont réélus Administrateurs pour une nouvelle période de 6 ans.

Madame Rachel SURIANI est réélue Commissaire aux Comptes pour une nouvelle période de 6 ans.

Pour la société

FMS SERVICES S.A.

Référence de publication: 2015157930/14.

(150174585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

European Management Fiduciary S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 69.966.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157902/9.

(150174291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Futura II Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 135.414.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Futura II Holding S.A.

Référence de publication: 2015157920/10.

(150174199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

V6 Worldwide Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 186.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158273/10.

(150174014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

European Specialist Investment Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.397.

Suivant la résolution du Conseil d'Administration de European Specialist Investment Funds du 22 juillet 2015, le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de European Specialist Investment Funds de 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 80 route d'Esch, L-1470 Luxembourg avec date d'effet au 25 septembre 2015.

Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Brown Brothers Harriman (Luxembourg) S.C.A.

Référence de publication: 2015157886/12.

(150174460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Delarosa S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5751 Frisange, 35, Robert Schuman-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 149.719.

Extrait de la résolution prise par les associés en date du 07 septembre 2015

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 septembre 2015.

Pour DELAROSA S.à r.l.

Le gérant unique

Référence de publication: 2015157869/13.

(150173924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Carpel II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9227 Diekirch, 5, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 98.110.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157831/9.

(150174404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

CAM Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 85.122.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015157828/10.

(150174139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Casares S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 11, boulevard Dr Charles Marx.

R.C.S. Luxembourg B 51.590.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015157833/10.

(150174125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Cared S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 100.953.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2014 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2015157829/11.

(150173865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Cabinet Vétérinaire Animavet s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8081 Bertrange, 58, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 161.523.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2015157827/14.

(150174108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Swift Invest Holding SPF SA, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8017 Strassen, 9, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 93.500.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157668/9.

(150173407) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

A.C. Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 85.012.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015158313/10.

(150175346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Adara Venture Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 108.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158315/10.

(150174976) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

SWBF SolarEnergy Lux I, Société en Commandite simple.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 176.081.

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss vom 21. April 2015

Die Gesellschafterversammlung hat beschlossen,

- das Mandat des zugelassenen Rechnungskommissars Auditeurs Associés, 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 93937, bis zur jährlichen Generalversammlung im Jahr 2016 zu verlängern.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157666/12.

(150173576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Shenrong Environment Protection Equipment (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3355 Leudelange, 93, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.146.

EXTRAIT

Suite à différentes cessions de parts sociales sous seing privé, la totalité des parts sociales (100) sont détenues avec effet immédiat par l'actionnaire unique Monsieur Gilles Dumont, né le 29 mars 1949, résidant à L-3355 Leudelange, 93, rue de la Gare.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 31 août 2015.

Référence de publication: 2015157651/13.

(150173273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

3M Asset Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 110.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015158293/9.

(150174271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Zeta Capital Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 161.653.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015158287/10.

(150174350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Zeta Capital Management Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 161.653.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015158288/10.

(150174351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

ZAC sa, Société Anonyme.

Siège social: L-6131 Junglinster, Zone Artisanale et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 128.524.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'exercice 2014

L'assemblée des actionnaires décide, à l'unanimité:

3) De nommer Monsieur Gilbert Poeckes, demeurant à L-3715 Rumelange, 35 rue du Cimetière, en tant qu'administrateur jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

Jungerlinster, le 14 juillet 2015.

Référence de publication: 2015158285/12.

(150173970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Czech Property Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.525,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 142.902.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Czech Property Holdings S.à r.l.

Représenté par M. Stéphane Hépineuze

Gérant

Référence de publication: 2015158438/13.

(150175174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

DV Paralux S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clemency, 14, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 117.541.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015158516/10.

(150175334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Energy CCAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 140.608.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Fait à Luxembourg, le 8 septembre 2015.

Référence de publication: 2015158522/10.

(150175252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Euclid International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.
R.C.S. Luxembourg B 156.851.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015158524/11.

(150174954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Digital Services XXVII (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.
R.C.S. Luxembourg B 188.568.

Les comptes annuels rectifiés au 31 décembre 2014 de la Société (rectificatif des comptes déposés en date du 18 août 2015 sous la référence L 150153036) ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Digital Services XXVII (GP) S.à r.l.

Référence de publication: 2015158493/11.

(150174520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Compagnie Générale de Matériaux et Construction S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 58.594.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés, dans leur version abrégée, au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'art. 79(1) de la loi du 19/12/2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29/09/2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015158464/12.

(150175036) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 septembre 2015.

Auto Dialog S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 136.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015157770/9.

(150174149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

BBFG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 19-21, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 119.954.

Je vous prie d'accepter, avec effet à la date du 22 septembre 2015, ma démission en tant qu'administrateur et administrateur-délégué de la société BBFG S.A.

M. Jean-Louis BEAUJEAN.

Référence de publication: 2015157785/10.

(150174266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Adela Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 180.961.

EXTRAIT

En date du 21 Septembre 2015, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- 1) La démission de Mme Richel van Weij en tant que gérant B de la Société est acceptée avec effet au 25 septembre 2015
- 2) La nomination de Mme Shira Becker-Alon, avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, en tant que gérant B est acceptée avec effet au 25 septembre 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015157729/15.

(150174502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Advanced Financial Solutions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 11, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 111.735.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue extraordinairement en date du 10 septembre 2015 au siège social de la société que:

Le mandat de Monsieur Eugene CHARYSHKIN en tant que administrateur et administrateur délégué a été révoqué avec effet immédiat.

La société Bouclier Holdings Ltd avec adresse PO Box 3483, Road Town Tortola, British Virgin Islands ayant pour représentant M. Graham J. Wilson avec adresse professionnelle au 11 boulevard Royal, L-2449 Luxembourg a été nommé en tant que nouveau administrateur en remplacement de Monsieur Eugène CHARYSHKIN avec effet au 10 septembre 2015 jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2017.

Luxembourg, le 10 septembre 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

Administrateurs

Référence de publication: 2015157746/20.

(150174029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Triton IV No. 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 178.444.

Le présent dépôt est fait en guise de 2^{ème} rectificatif du dépôt L150092968 fait le 2 juin 2015, rectifié par dépôt L150094868 du 3 juin 2015

In the year two thousand and fifteen, on the thirtieth day of August, Before Maître Marc Loesch, notary, residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Maître Cristiana Musteanu, lawyer, professionally residing in Luxembourg,

acting in the capacity as a special proxyholder of the shareholders of Triton IV No.10 S.à r.l. a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of EUR 13,500.-, with registered office at 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, (the "Company"), incorporated by deed on 21 June 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2070, of 26 August 2013, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, under the number B 178444, the articles of incorporation of which have for the last time been amended by a deed of the undersigned notary, on 12 May 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on 30 July 2015 under number 1925 (the "Deed"),

by virtue of proxies given under private seal and conferred to her by:

(1) Triton Managers IV Limited, a limited liability company governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place, 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 108796, acting as general partner of Triton Fund IV General Partner L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place, 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, registered with the Companies Registry at Jersey Financial Services Commission under number 1486, itself acting as general partner of Triton Fund IV L.P. a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place, 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1487 (the "Shareholder 1");

(2) Triton Managers IV Limited, acting as general partner of Triton Fund IV General Partner L.P. acting as general partner of Triton Fund IV Executives L.P. a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, J 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1489 (the "Shareholder 2"),

(3) Triton Managers IV Limited, acting as general partner of Triton Fund IV General Partner L.P. acting as general partner of Triton Fund IV F&F No. 2 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, J 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1488 (the "Shareholder 3"),

(4) Triton Managers IV Limited, acting as general partner of Triton Fund IV General Partner L.P. acting as general partner of Triton Fund IV F&F No. 3 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, J 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1563 (the "Shareholder 4"), and

(5) Triton Managers IV Limited, acting as general partner of Triton Fund IV General Partner L.P. acting as general partner of Triton Fund IV F&F No. 4 L.P., a limited partnership governed by the laws of Jersey, having its registered office at Charter Place (First Floor), 23-27 Seaton Place, St Helier, Jersey, J 3QL, Channel Islands, registered with the Jersey Registrar of Limited Partnerships under number 1564 (the "Shareholder 5") together with the Shareholder 1, the Shareholder 2, the Shareholder 3 and the Shareholder 4 the "Shareholders").

Said proxies, signed by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Shareholders, represented as above mentioned, delaring to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To confirm the change of the name of the Company from Triton IV No.10 S.à r.l. to Spinnaker Holdco S.à r.l and to confirm the restatement of article 1 of the Company's articles of association.

2. To correct clerical errors which appeared on the Deed.

3. Miscellaneous.

The Shareholders, unanimously, requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to confirm the change of the name of the Company from Triton IV No.10 S.à r.l. to Spinnaker Holdco S.à r.l..

In view of the above, the Shareholders resolved to confirm the restatement of the article 1 of the articles of incorporation of the Company so as to confirm the change of name of the Company.

As a result, article 1 shall from now on read as follows:

“ **Art. 1. Form, Name.** There is hereby established a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of incorporation (the “Articles of Incorporation”).

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of “Spinnaker Holdco S.à r.l.”.”

Second resolution

The Shareholders resolved to correct clerical errors appearing in the Deed as follows:

(i) the number of shares subscribed by Triton Fund IV F&F No.2 L.P. in the table mentioned in section SUBSCRIPTION - PAYMENT of the English version of the Deed shall be rectified and that as a consequence, Triton Fund IV F&F No.2 L.P. shall not subscribe for one thousand nine hundred ninety (1,990) ordinary shares, two (2) class A shares, two (2) class B shares, two (2) class C shares, two (2) class D shares, two (2) class E shares, two (2) class F shares, two (2) class G shares, two (2) class H shares and two (2) class I shares, as indicated in the English version of the deed, but Triton Fund IV F&F No.2 L.P. shall rather subscribe for one thousand nine hundred eighty-nine (1,989) ordinary shares, three (3) class A shares, three (3) class B shares, three (3) class C shares, three (3) class D shares, three (3) class E shares, three (3) class F shares, three (3) class G shares, three (3) class H shares and three (3) class I shares; and

(ii) the number of shares subscribed by Triton Fund IV F&F No.2 L.P. in the table mentioned in section SOUSCRIPTION - PAIEMENT of the French version of the Deed shall be rectified and that as a consequence, Triton Fund IV F&F No.2 L.P. shall not subscribe for one thousand nine hundred ninety (1,990) ordinary shares as indicated in the French version of the deed, but Triton Fund IV F&F No.2 L.P. shall rather subscribe for one thousand nine hundred eighty-nine (1,989) ordinary shares.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the representative of the appearing parties, known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le treize août,

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Maître Cristiana Musteanu, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial des associés de Triton IV No.10 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de treize mille cinq cents euros (EUR 13.500,-), avec siège social au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte en date du 21 juin 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2070 en date du 26 août 2013 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178444, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 12 mai 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 30 juillet 2015, sous le numéro 1925 (l'«Acte»),

en vertu de procurations sous seing privés qui lui sont conférées par:

(1) Triton Managers IV Limited, une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place, 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands et immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 108796 («Triton Managers IV Limited»), agissant en tant que general partner de Triton Fund IV General Partner L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place, 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands et immatriculée au Registre des Sociétés de la Commission de Services Financiers de Jersey sous le numéro 1486, elle-même étant le general partner de Triton Fund IV L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage), 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1487 (l'«Associé 1»),

(2) Triton Managers IV Limited agissant en tant que general partner de Triton Fund IV General Partner L.P. agissant en tant que general partner de Triton Fund IV Executives L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec son siège social

au Charter Place (première étage) 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, J 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1489 (l'«Associé 2»),

(3) Triton Managers IV Limited agissant en tant que general partner de Triton Fund IV General Partner L.P. agissant en tant que general partner de Triton Fund IV F&F No.2 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage), 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, J 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1488 (l'«Associé 3»),

(4) Triton Managers IV Limited agissant en tant que general partner de Triton Fund IV General Partner L.P. agissant en tant que general partner de Triton Fund IV F&F No.3 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec siège social au Charter Place (première étage), 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, J 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1563 (l'«Associé 4»),

(5) Triton Managers IV Limited agissant en tant que general partner de Triton Fund IV General Partner L.P. agissant en tant que general partner de Triton Fund IV F&F No.4 L.P., une société régie par les lois de Jersey, avec son siège social au Charter Place (première étage) 23-27 Seaton Place, St. Helier, Jersey, Channel Islands, J 3QL, et immatriculée auprès du Registre des Limited Partnerships de Jersey sous le numéro 1564 (l'«Associé 5» avec l'Associé 1, l'Associé 2, l'Associé 3 et l'Associé 4, les «Associés»).

Lesdites procurations, après avoir été signées par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes aux fins d'enregistrement.

Les Associés, représentés comme mentionnés ci-dessus reconnaissent être pleinement informés des décisions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Agenda

1. Confirmation de la modification de la dénomination de la Société de Triton IV No.10 S.à r.l. en Spinnaker Holdco S.à.r.l. et confirmation de la modification de l'article 1 des statuts de la Société
2. Correction d'erreurs de plume qui se sont glissées dans l'Acte.
3. Divers.

Les Associés, unanimement, ont requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de confirmer la modification de la dénomination de la Société de Triton IV No.10 S.à r.l. S.à r.l en Spinnaker Holdco S.à r.l.

Compte tenu de ce qui précède, les Associés ont décidé de confirmer la modification de l'article 1 des statuts de la Société qui confirmera la modification de la dénomination de la Société:

En conséquence, l'article 1 aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois») et les présents statuts (les «Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination «Spinnaker Holdco S.à r.l.»»

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de corriger des erreurs de plume dans l'Acte, comme suit:

(i) le nombre de parts sociales souscrites par Triton Fund IV F&F No.2 L.P. dans le tableau mentionné dans la section SOUSCRIPTION -PAIEMENT de la version anglaise doit être rectifié et par conséquent, Triton Fund IV F&F No.2 L.P. ne souscrira pas à mille neuf cent quatre-vingt-dix (1.990) parts sociales ordinaires, deux (2) parts sociales de catégorie A, deux (2) parts sociales de catégorie B, deux (2) parts sociales de catégories C, deux (2) parts sociales de catégorie D, deux (2) parts sociales de catégorie E, deux (2) parts sociales de catégorie F, deux (2) parts sociales de catégorie G, deux (2) parts sociales de catégorie H et deux (2) parts sociales de catégorie I, tel qu'indiqué dans la version anglaise de l'Acte, mais Triton Fund IV F&F No.2 L.P. aurait dû plutôt souscrire à mille neuf cent quatre-vingt-neuf (1.989) parts sociales ordinaires, trois (3) parts sociales de catégorie B, trois (3) parts sociales de catégorie C, trois (3) parts sociales de catégorie D, trois (3) parts sociales de catégorie E, trois (3) parts sociales de catégorie F, trois (3) parts sociales de catégorie G, trois (3) parts sociales de catégorie H et trois (3) parts sociales de catégorie I; et

(ii) le nombre de parts sociales souscrites par Triton Fund IV F&F No.2 L.P. dans le tableau mentionné dans la section SOUSCRIPTION -PAIEMENT de la version française de l'Acte devra être rectifié et en conséquence, Triton Fund IV F&F No.2 L.P. ne souscrira pas à mille neuf cent quatre-vingt-dix (1.990) parts sociales ordinaires, tel qu'indiqué dans la version française de l'Acte, mais Triton Fund IV F&F No.2 L.P. souscrira plutôt à mille neuf cent quatre-vingt-neuf (1.989) part sociales ordinaires.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande des même comparants, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Musteanu, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 14 août 2015. GAC/2015/7102. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé) G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 23 septembre 2015.

Référence de publication: 2015157673/177.

(150173337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

SELP (Delta Spare 5) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 35-37, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 196.551.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales prenant effet en date du 10 septembre 2015 que l'associé unique de la Société, SELP Administration S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, ayant un capital social de EUR 18,496, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 177308, a transféré la totalité de ses 12,500 parts sociales, ayant une valeur nominale d'un Euro (1 EUR) chacune, qu'il détient à la société SELP (Delta Spare 1) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 35-37, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché of Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,500, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 196495.

Dès lors, à compter du 10 septembre 2015, toutes les 12,500 parts sociales de la Société, représentant 100% de son capital social, sont détenues par la société SELP (Delta Spare 1) S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Société

Référence de publication: 2015157649/20.

(150173550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Universal 2 Alternative Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 200.145.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn,
am elften Tag des Monats September.

Vor Uns Maître Carlo WERSANDT, Notar mit Amtssitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Maître Jean-Joseph WAGNER, Notar mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, in dessen Besitz und Verwahr gegenwärtige Urkunde verbleibt,

ist erschienen:

„Universal-Investment-Luxembourg S.A.“, eine Aktiengesellschaft (société anonyme) nach luxemburgischem Recht mit Sitz in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 75.014,

hier vertreten durch Herrn Matthias Kerbusch, Juriste, berufsansässig in 10, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,

aufgrund einer ihm am 09. September 2015 in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg, erteilten Vollmacht.

Die von dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" gezeichnete Vollmacht bleibt dieser Urkunde beigelegt und ist zusammen mit dieser bei der zuständigen Registerstelle einzureichen.

Die wie vorstehend beschrieben vertretene Erschienene hat den Notar gebeten, die nachstehende Satzung (articles of incorporation) einer den einschlägigen Gesetzen sowie den Bestimmungen dieser Satzung unterliegenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) zu Protokoll zu nehmen.

Definitionen

Die folgenden Begriffe haben, wenn sie mit großen Anfangsbuchstaben geschrieben sind, die ihnen jeweils zugeordnete Bedeutung:

"Euro" oder "EUR" ist die gesetzliche Währung derjenigen Mitgliedstaaten der Europäischen Union, die gemäß dem Vertrag über die Europäische Union und dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union die gemeinsame Währung eingeführt haben;

"Geschäftsführer" ist einer der gemäß dieser Satzung zum Mitglied des Rates der Geschäftsführung bestellten Geschäftsführer bzw. ein Mitglied des Rates der Geschäftsführung;

"Geschäftstag" ist ein Tag, außer Samstag und Sonntag, an dem die Banken in Luxemburg für die üblichen Geschäfte geöffnet sind;

"Gesellschafter" ist ein Inhaber von Anteilen;

"Gesellschaftsanteil(e)" sind die von der Gesellschaft ausgegebenen Anteile sowie im Tausch gegen solche Anteile oder aufgrund einer Umwandlung oder Reklassifizierung ausgegebene Anteile sowie Anteile, die aufgrund von Kapitalerhöhungen, Umwandlungen oder Reklassifizierung für diese Anteile stehen oder aus ihnen hervorgehen;

"Gesetz von 1915" ist das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Gesetz von 2007" ist das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner jeweils geltenden Fassung;

"Rat der Geschäftsführung" ist der Rat der Geschäftsführung der Gesellschaft; und

"Satzung" ist die vorliegende Satzung.

Abschnitt I. Name, Zweck, Dauer, Sitz

Art. 1. Hiermit wird durch die gegenwärtigen und künftigen Gesellschafter eine Gesellschaft in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*) mit Namen Universal 2 Alternative Management S.à r.l. (nachstehend "Gesellschaft" genannt) gegründet.

Art. 2. Der Zweck der Gesellschaft ist es, als Komplementärin (*associé gérant commandité*) der "NAEV-Infrastruktur SCS SICAV-FIS", zu fungieren, einer Kommanditgesellschaft (*société en commandite simple*), welche als spezialisierter Investmentfonds reguliert ist.

Die Gesellschaft soll alle Tätigkeiten ausführen, die mit ihrer Stellung als Komplementärin der NAEV-Infrastruktur SCS SICAV-FIS zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann alle gewerblichen, technischen oder finanziellen Tätigkeiten ausführen, die direkt oder indirekt mit allen oben beschriebenen Bereichen verbunden sind, um die Erfüllung ihres Zweckes zu fördern.

Art. 3. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Niederlassungen oder Büros können aufgrund eines Beschlusses des Rates der Geschäftsführung gegründet werden, wobei solche Beschlussfassungen unter dem Vorbehalt der vorherigen schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter stehen.

Für den Fall, dass der Rat der Geschäftsführung befindet, dass außergewöhnliche politische oder militärische Umstände eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die üblichen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem Sitz stören oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und im Ausland ansässigen Personen erschweren könnten, kann der Sitz vorübergehend solange ins Ausland verlagert werden, bis die außergewöhnlichen Umstände nicht mehr vorherrschen. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer vorübergehenden Verlagerung ihres Sitzes ins Ausland eine Gesellschaft nach luxemburgischem Recht bleibt.

Abschnitt II. Kapital, Gesellschaftsanteile

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft ist auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgelegt und in einhundert (100) Gesellschaftsanteile mit einem Wert von einhundert fünfundsiebenzig Euro (EUR 125,-) je Anteil aufgeteilt.

Die einhundert (100) Gesellschaftsanteile sind vollständig eingezahlt.

Das Kapital kann aufgrund eines gemäß Artikel 20 dieser Satzung getroffenen Beschlusses des Alleingesellschafters oder der Gesellschafter der Gesellschaft erhöht oder herabgesetzt werden.

Gesellschaftsanteile werden nur als Namensanteile ausgegeben und sind ins Anteilsregister einzutragen, das von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren Personen im Namen der Gesellschaft geführt wird. In diesem Anteilsregister wird der Name des Gesellschafters, sein Wohnsitz oder gewöhnlicher Aufenthaltsort, die Nummer und die Klasse der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile vermerkt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, sind die von dem Alleingesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile frei übertragbar.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, können die von jedem Gesellschafter gehaltenen Gesellschaftsanteile gemäß den Bestimmungen von Artikel 189 des Gesetzes von 1915 übertragen werden.

Abschnitt III. Gesellschafterversammlungen

Art. 6. Jede ordnungsgemäß einberufene Versammlung der Gesellschafter der Gesellschaft gilt als Vertretung sämtlicher Gesellschafter der Gesellschaft. Sie verfügt über größtmögliche Befugnisse, mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft verbundene Handlungen anzuordnen, durchzuführen oder zu bewilligen.

Art. 7. Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter hat, stehen diesem sämtliche der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse zu. Von dem Alleingesellschafter zu fassende Beschlüsse können schriftlich gefasst werden.

Sofern die Gesellschaft mehrere Gesellschafter hat, gelten die Bestimmungen von Artikel 8 für sämtliche von einer Gesellschafterversammlung zu fassenden Beschlüsse.

Jeder Gesellschaftsanteil gewährt eine Stimme.

Ein Gesellschafter kann sich (auf Gesellschafterversammlungen) von einer anderen Person vertreten lassen, die kein Gesellschafter sein muss und ein Geschäftsführer sein kann. Eine zu diesem Zweck gewährte Vollmacht kann schriftlich, per Telegramm, per Fernschreiben, per Fax oder E-Mail erteilt werden.

Art. 8. Sofern kraft Gesetz erforderlich oder, andernfalls, aufgrund einer Entscheidung des Rates der Geschäftsführung, werden die jährlichen Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft gemäß luxemburgischem Recht am Sitz der Gesellschaft in Luxemburg oder einem anderen, in der Einladung zur Versammlung genannten Ort abgehalten. Solche jährlichen Gesellschafterversammlungen können im Ausland abgehalten werden, wenn der Rat der Geschäftsführung dies aufgrund des Vorliegens außergewöhnlicher Umstände für erforderlich hält. Der Rat der Geschäftsführung kann weitere Gesellschafterversammlungen einberufen, die an den in den jeweiligen Einladungen genannten Orten und zu den darin ebenfalls genannten Zeiten abgehalten werden.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung gelten im Hinblick auf die Fristen für Einladungen zu Gesellschafterversammlungen und deren Beschlussfähigkeit die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung sind auf einer ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlung zu fassende Beschlüsse mit der einfachen Mehrheit der abgegebenen Stimmen der anwesenden und sich an der jeweiligen Abstimmung beteiligenden Gesellschafter zu fassen.

Die jährlichen Gesellschafterversammlungen sind von dem Rat der Geschäftsführung durch Versendung von Einladungen einzuberufen, die die Tagesordnung enthalten und die gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zu veröffentlichen sind.

Der Rat der Geschäftsführung wird die Tagesordnung erstellen, es sei denn, eine Versammlung findet auf schriftliches Verlangen der Gesellschafter gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen statt; in einem solchen Fall kann der Rat der Geschäftsführung eine weitere Tagesordnung erstellen.

Sofern bei einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann eine Versammlung ohne vorherige Einladung oder Veröffentlichung abgehalten werden.

Die Angelegenheiten, die von einer Gesellschafterversammlung behandelt werden, sind auf die in der Tagesordnung genannten Punkte zu beschränken, wobei alle gesetzlich vorgeschriebenen und mit diesen zusammenhängende Punkte zu behandeln sind, es sei denn, alle Gesellschafter einigen sich auf eine andere Tagesordnung. Sofern die Bestellung von Geschäftsführern oder eines Abschlussprüfers auf der Tagesordnung steht, sind die Namen der zur Wahl stehenden Geschäftsführer oder Abschlussprüfer in die Tagesordnung aufzunehmen.

Abschnitt IV. Verwaltung

Art. 9. Die Geschäfte der Gesellschaft werden von mindestens drei Geschäftsführern geführt. Die bestellten Geschäftsführer bilden einen Rat der Geschäftsführung.

Der bzw. die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter der Gesellschaft sein.

Der bzw. die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung für einen von der Gesellschafterversammlung bestimmten Zeitraum gewählt, bis ihre Nachfolger gewählt sind und ihr Amt übernehmen. Nach Ablauf seiner Amtszeit kann sich ein Geschäftsführer wieder zur Wahl stellen.

Der bzw. die Geschäftsführer können jederzeit von der Gesellschafterversammlung mit oder ohne die Angabe von Gründen ihres Amtes enthoben werden.

Für den Fall, dass der Posten eines Geschäftsführers aufgrund des Todes, der Eintritts in den Ruhestand eines Geschäftsführers oder aus anderen Gründen vakant wird, können sich die verbleibenden Geschäftsführer versammeln und mit einfacher Mehrheit einen Geschäftsführer wählen, der eine solche Vakanz bis zur nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung ausfüllt.

Art. 10. Der Rat der Geschäftsführung ernennt aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden.

Der Vorsitzende führt den Vorsitz sämtlicher Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft. Sofern der Vorsitzende bei einer Versammlung abwesend oder nicht handlungsfähig ist, können die Geschäftsführer aus ihrer Mitte einen Vorsitzenden für die Zwecke der jeweiligen Versammlung ernennen.

Der Rat der Geschäftsführung kann einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer sein muss und für die Führung des Protokolls von Versammlungen des Rates der Geschäftsführung und von Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführung kann jeweils Bevollmächtigte („Officers“) der Gesellschaft ernennen, einschließlich eines Managing Directors, eines General Managers, eines Assistant Managers oder sonstiger Bevollmächtigte, die im Hinblick auf den Betrieb und die Verwaltung der Gesellschaft für erforderlich gehalten werden. Bevollmächtigte müssen keine Geschäftsführer, oder Gesellschafter der Gesellschaft sein. Die ernannten Bevollmächtigten haben die ihnen von dem Rat der Geschäftsführung zugewiesenen Befugnisse und Pflichten.

Der Rat der Geschäftsführung versammelt sich auf Einladung des Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern an dem in der jeweiligen Einladung genannten Ort.

Sämtlichen Geschäftsführern ist mindestens drei (3) Tage vor Beginn einer solchen Versammlung eine schriftliche Einladung zusammen mit einer Tagesordnung zu übermitteln, in der sämtliche Geschäftsordnungspunkte aufgeführt sind. Von dieser Frist kann in dringenden Ausnahmefällen abgewichen werden, in denen die näheren Umstände in der Einladung auszuführen sind. Auf eine Einladung kann verzichtet werden, sofern sämtliche Geschäftsführer einer solchen Verfahrensweise schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zustimmen. Für einzelne Versammlungen, deren Zeit und Ort vorab durch Gesellschafterbeschluss festgelegt worden sind, ist keine weitere Einladung erforderlich.

Geschäftsführer können sich bei Versammlungen des Rates der Geschäftsführung vertreten lassen, indem sie einen anderen Geschäftsführer schriftlich, per Telegramm, Fax oder E-Mail zu ihrem Vertreter ernennen.

Geschäftsführer, die an einem Versammlungsort nicht physisch anwesend sind, können an einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung per Konferenzschaltung oder auf einem ähnlichen Kommunikationsweg teilnehmen, wobei sich alle Teilnehmer einer solchen Versammlung gegenseitig hören können müssen, und eine Teilnahme an einer solchen Versammlung kommt einer persönlichen Teilnahme gleich.

Eine Versammlung der Geschäftsführer der Gesellschaft kann nur wirksam beraten und handeln, wenn mindestens zwei Geschäftsführer bei einer Versammlung des Rates der Geschäftsführung anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse sind mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu fassen. Im Falle eines Patts hat der Vorsitzende die entscheidende Stimme.

Von sämtlichen Geschäftsführern unterzeichnete Beschlüsse sind genauso gültig und wirksam wie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Versammlung gefasste Beschlüsse. Solche Unterschriften können auf einem einzigen Dokument oder auf mehreren Ausfertigungen eines Beschlusses gezeichnet sein und können per Brief, Telegramm, Fax oder E-Mail erfolgen.

Das Protokoll von Versammlungen der Geschäftsführer der Gesellschaft ist von dem Vorsitzenden oder, sofern dieser abwesend ist, von dem stellvertretenden, nur für die jeweilige Versammlung ernannten Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern zu unterzeichnen.

Kopien von oder Auszüge aus solchen Protokollen, die gegebenenfalls in Gerichtsverfahren oder bei anderen Gelegenheiten vorgelegt werden, sind von dem Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einem Geschäftsführer gemeinsam mit dem Sekretär oder dem stellvertretenden Sekretär zu unterzeichnen.

Art. 11. Der Rat der Geschäftsführung ist befugt, die Richtung und Art der Geschäftsführung und der Geschäfte der Gesellschaft festzulegen.

Der Geschäftsführer bzw. der Rat der Geschäftsführung ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um sämtliche im Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen und -verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die nicht kraft Gesetzes oder gemäß dieser Satzung ausdrücklich der jährlichen Gesellschafterversammlung zugewiesen sind, werden vom Rat der Geschäftsführung ausgeübt.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern der Gesellschaft, oder durch die gemeinsame Unterschrift einer Person oder mehrerer Personen, auf die ein solches Zeichnungsrecht durch den Rat der Geschäftsführung übertragen worden ist, zusammen mit mindestens einem Geschäftsführer, vertreten.

Art. 13. Der Rat der Geschäftsführung kann seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäfte der Gesellschaft, einschließlich des Rechts, für die Gesellschaft zu zeichnen, sowie seine Befugnisse, Handlungen zur Förderung der Unternehmenspolitik und des Gesellschaftszwecks vorzunehmen, an Bevollmächtigte der Gesellschaft oder andere Personen übertragen, die wiederum berechtigt sind, Untervollmachten zu erteilen, sofern sie von dem Rat der Geschäftsführung hierzu ermächtigt worden sind.

Art. 14. Verträge oder andere Transaktionen der Gesellschaft mit einer anderen Gesellschaft oder einem anderen Unternehmen bleiben unberührt und werden nicht unwirksam, wenn einer oder mehrere der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft aufgrund persönlicher Beziehungen ein Interesse an dieser anderen Gesellschaft oder diesem anderen Unternehmen hat oder haben oder dort Geschäftsführer oder Bevollmächtigter oder Mitarbeiter ist oder sind.

Falls ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft möglicherweise aus anderen Gründen als aufgrund des Umstands, dass er Geschäftsführer, Bevollmächtigter, Mitarbeiter oder Inhaber von Wertpapieren oder sonstigen Beteiligungen des anderen Unternehmens ist, ein persönliches Interesse an einem Vertrag oder einer Transaktion der Gesellschaft hat, wird der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte den Rat der Geschäftsführung von diesem persönlichen

Interesse in Kenntnis setzen und von einer Beteiligung an Beschlussfassungen hinsichtlich eines solchen Vertrags oder einer solchen Transaktion absehen. Die jeweils nächste Gesellschafterversammlung ist von einem solchen Vertrag oder einer solchen Transaktion und dem persönlichen Interesse des betreffenden Geschäftsführers oder Bevollmächtigten zu unterrichten.

Art. 15. Die Gesellschaft kann einen Geschäftsführer oder Bevollmächtigten, seine Erben, Testamentsvollstrecker oder Nachlassverwalter für angemessene Kosten schadlos halten, die diesem oder diesen in Zusammenhang mit einem Anspruch, einer Klage oder einem Verfahren entstanden sind, die möglicherweise auf der jetzigen oder früheren Tätigkeit des Betroffenen als Geschäftsführer oder Bevollmächtigter für die Gesellschaft oder für eine andere Gesellschaft beruhen, sofern dies verlangt wird, deren Anteilinhaber oder Gläubiger die Gesellschaft ist, wenn der Betreffende insoweit keinen anderen Schadloshaltungsanspruch hat; dies gilt nicht, wenn der Geschäftsführer oder Bevollmächtigte wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz rechtskräftig verurteilt wird; wird ein Vergleich geschlossen, erfolgt die Schadloshaltung nur bezüglich solcher vom Vergleich erfassten Punkte, bezüglich derer - laut Auskunft eines Rechtsberaters gegenüber der Gesellschaft - keine Pflichtverletzung der schadlos zu haltenden Person vorliegt. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere, dem Geschäftsführer oder Bevollmächtigten möglicherweise zustehende Rechte nicht aus.

Abschnitt V. Buchhaltung, Ausschüttung von Dividenden

Art. 16. Die Geschäfte der Gesellschaft, ihre finanzielle Situation sowie ihre Bücher werden von einem (oder mehreren) Abschlussprüfer(n) überwacht, bei denen es sich um reviseur d'entreprises agréé(s) handelt. Der Abschlussprüfer (oder die Abschlussprüfer) wird von den Gesellschaftern bei der jährlichen Gesellschafterversammlung für einen Zeitraum bestimmt, der am Tage der nächsten jährlichen Gesellschafterversammlung endet, die über die Bestellung des Nachfolgers oder der Nachfolger entschieden wird.

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 18. Von dem Jahresüberschuss der Gesellschaft werden fünf Prozent (5 %) in die gesetzlich vorgeschriebenen Reserven eingestellt. Diese Zuführung von Geldern endet, sobald und solange die Reserven bei zehn Prozent (10 %) des Kapitals der Gesellschaft gemäß Artikel 5 dieser Satzung oder dem gegebenenfalls gemäß Artikel 5 dieser Satzung herauf- oder herabgesetzten Betrag liegen.

Die Gesellschafterversammlung beschließt jährlich über die Verwendung des Jahresüberschusses; sie kann ggf. Dividenden festsetzen oder den Rat der Geschäftsführung anweisen, dies zu tun.

Der Rat der Geschäftsführung kann im gesetzlich vorgesehenen Rahmen einstimmig die Ausschüttung von Interimdividenden beschließen.

Abschnitt VII. Auflösung, Liquidation

Art. 19. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft erfolgt die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren. Bei den Liquidatoren kann es sich um natürliche oder juristische Personen handeln, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden, die über die Auflösung entscheidet und die Befugnisse und die Vergütung der Liquidatoren bestimmt.

Abschnitt VIII. Änderungen

Art. 20. Diese Satzung kann im Rahmen einer Gesellschafterversammlung geändert werden, wenn diese beschlussfähig ist und die nach luxemburgischem Recht erforderlichen Mehrheiten erreicht werden.

Art. 21. Alle Fragen, die nicht in dieser Satzung geregelt sind, sind gemäß dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 zu lösen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Zahlung

Das Kapital der Gesellschaft wird folgendermaßen gezeichnet:

Die oben genannte Universal-Investment-Luxembourg S.A. zeichnet einhundert (100) Gesellschaftsanteile zu je hundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125.-) gegen eine Bareinzahlung von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500.-).

Der Nachweis über diese Bareinzahlung wurde gegenüber dem unterzeichneten Notar erbracht, der dies auch ausdrücklich bestätigt.

Kosten

Die von der Gesellschaft infolge der Gründung der Gesellschaft zu tragenden Kosten belaufen sich auf neunhundert Euro.

Gesellschafterversammlung

Als Inhaberin des gesamten gezeichneten Kapitals der Gesellschaft fasst die oben genannte Person in Ausübung der der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse die folgenden Beschlüsse:

(i) Die folgenden Personen werden für unbestimmte Dauer als Geschäftsführer bestellt:

- Herr Harald Strelen, geboren am 01. Februar 1974 in Oldenburg (Bundesrepublik Deutschland), mit beruflicher Anschrift in 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg;
- Herr Matthias Müller, geboren am 08. Dezember 1969 in Hamburg (Bundesrepublik Deutschland), mit beruflicher Anschrift in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg; und
- Herr Armin Clemens, geboren am 27. Januar 1977 in Gerolstein (Bundesrepublik Deutschland), mit beruflicher Anschrift in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

(ii) Als unabhängiger Abschlussprüfer wird für die Dauer eines Zeitraums bis zum Ende der jährlichen Gesellschafterversammlung, die über den Jahresabschluss zum 31 Dezember 2015 berät:

„KPMG Luxembourg“ Société Coopérative, mit Gesellschaftssitz in 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, RCS Luxembourg, Sektion B Nummer 149133, bestellt;

(iii) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg.

Daraufhin wurde der vorstehende Akt in Luxemburg zu dem oben genannten, Datum notariell beurkundet.

Nachdem der Text dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, dessen Vor- und Nachname, Status und Wohnsitz dem Notar bekannt sind, wurde die vorliegende Urkunde im Original von demselben Bevollmächtigten gemeinsam mit Uns Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. KERBUSCH, C. WERSANDT.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 16. September 2015. Relation: EAC/2015/21209. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2015157688/266.

(150173301) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Waterbridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 118.358.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015158276/10.

(150174267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Pressti doc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3918 Mondercange, 1, rue d'Ehlerange.

R.C.S. Luxembourg B 129.034.

Extrait des résolutions

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société en date du 19 mai 2015:

1. L'Assemblée décide de renouveler les mandats suivants:

- Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Alain Gravier
- Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Florence Filiol.
- Renouvellement du mandat d'administrateur-délégué de Monsieur Alain Gravier.

2. L'Assemblée constate que le mandat d'administrateur de Monsieur Gérard Knoblauch est arrivé à échéance.

L'Assemblée nomme un nouvel administrateur de la société:

Monsieur Simon Gravier, né à Epinal, le 13 mai 1989 demeurant à F-54000 Nancy, Rue de Turique, 10.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2015157570/19.

(150173472) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

4A Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, 24, rue Gespelt.

R.C.S. Luxembourg B 200.185.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le seize septembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand Duché de Luxembourg "B.A.N.C. INVESTMENTS S.A." établie et ayant son siège social à L-3378 Livange, 24, rue Gespelt, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 198251,

ici dûment représentée par son administratrice unique, Madame Carmela CIPRIANO, employée privé, demeurant professionnellement à L-3844 Schifflange, Z.I. Luxembourg Heck.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par le présente et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes, par les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme sous la dénomination de "4A INVESTMENT S.A." (la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée la de Société est illimitée.

Art. 3. La Société pourra acquérir par voie de participation, de prise ferme ou d'option d'achat, tous brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, ainsi que tous autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, et plus généralement les détenir et accorder des licences, sous-licences, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées et sous-traiter la gestion et le développement de ces droits, marques, brevets et licences et obtenir et faire tous enregistrements requis à cet effet.

La Société pourra également prendre toute action nécessaire pour protéger les droits afférant aux brevets, marques, licences, marques de service, savoir-faire, et autres droits industriels, commerciaux ou de propriété intellectuelle, aux sous-licences et droits similaires contre les violations des tiers.

La Société pourra en outre effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

L'objet de la Société est également l'achat, la vente, la gestion et la location de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Roeser (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,-EUR) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le dernier jeudi du mois de juin à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2015.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les cent (100) actions ont été souscrites par le fondateur B.A.N.C. INVESTMENTS S.A., pré qualifiée.

Toutes les actions ont été libérées entièrement par le souscripteur moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,-EUR) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Le comparant pré-mentionné, représentant la totalité du capital social et se considérant comme étant valablement convoqué, déclare se réunir en assemblée générale extraordinaire et prend les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social est établie à L-3378 Livange, 24, rue Geespelt.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Est appelé aux fonctions d'administrateur unique:

Madame Carmela CIPRIANO, employée privée, née le 2 septembre 1961 à Hayange (France), demeurant professionnellement à L-3844 Schifflange, Z.I Luxembourg Heck.

4. COSELUX S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-3844 Schiffflange, Z.I. Luxembourg Heck, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés section B sous le numéro 65949 est nommée comme commissaire aux comptes de la Société.

5. Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2021.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille euros (EUR 1.000,-).

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la représentante de la partie comparante, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite représentante a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. CIPRIANO, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 22 septembre 2015. 2LAC/2015/21132. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Référence de publication: 2015157717/235.

(150174226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Babcock & Brown European Investments S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.150.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 109.507.

Rectificatif du dépôt n. L150172062 du 22 septembre 2015

Il résulte des résolutions de l'actionnaire unique avec effet 17 septembre 2015 que M. Mark Lee Stevens, né le 8 septembre 1967, à Cincinnati, Ohio, Etats-Unis d'Amérique, avec résidence professionnelle au 655 Powell Street, San Francisco, California, CA 94108, Etats-Unis d'Amérique, a été nommé gérant de la Société pour un durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 septembre 2015.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2015157774/16.

(150173954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

Gesmarq International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 143.919.

Extrait de l'assemblée générale du 24 septembre 2015

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale de la société, tenue à Luxembourg le 24 Septembre 2015, que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- L'assemblée générale décide de renouveler les mandats de Meistor Beteiligungen S.A. (RCS 89.914), NLF Associés S.A. (RCS 143.638) et Algiro S.A. (RCS 143.639) aux postes d'administrateurs de la société et ce, pour une durée indéterminée.

- L'assemblée décide de renouveler le mandat de Fidus Gestion S.A., ayant son siège social au 3, rue des Bains, L-1212 Luxembourg, au poste de commissaire aux comptes de la société et ce, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 Septembre 2015.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015157960/20.

(150174190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.

FTF Galleon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 154.340.

—
*Wspólny plan połączenia transgranicznego
FTF Galleon Z Dnia 6 Listopada 2015 R.*

FTF GALLEON S.A.

oraz

FTF GALLEON SPÓŁKA AKCYJNA

WSPÓLNY PLAN POŁĄCZENIA TRANSGRANICZNEGO

NINIEJSZY WSPÓLNY PLAN POŁĄCZENIA TRANSGRANICZNEGO
ZOSTAŁ SPORZĄDZONY DNIA 6 LISTOPADA 2015 R.

PRZEZ:

ŁĄCZĄCE SIĘ SPÓŁKI:

(I) FTF Galleon spółka akcyjna, zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Rzeczypospolitej Polskiej, z siedzibą przy al. Jerozolimskich 56C, 00-803 Warszawa, Polska, zarejestrowana w rejestrze przedsiębiorców Krajowego Rejestru Sądowego, prowadzonym przez Sąd Rejonowy dla m.st. Warszawy w Warszawie, XII Wydział Gospodarczy Krajowego Rejestru Sądowego, pod nr KRS 0000440989, numer identyfikacji podatkowej NIP 527-268-71-89, o kapitale zakładowym w wysokości 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych) opłaconym w całości, reprezentowana przez (i) Prezesa Zarządu Pana Jarosława Tomasza GRODZKIEGO, (ii) Wiceprezesa Zarządu Pana Mariusza Aleksandra WANIOŁKA, oraz (iii) Wiceprezesa Zarządu Pana Roberta Edwarda OSKARDA (zwana dalej "FTF PL" lub "Spółką Przejmującą").

Oraz

(ii) FTF Galleon Société Anonyme spółki akcyjnej (société anonyme) zarejestrowanej i prowadzącej działalność zgodnie z prawem Wielkiego Księstwa Luksemburga, z siedzibą w Luksemburgu 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, wpisanej do rejestru spółek handlowych Luxembourg - Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg pod numerem B 154.340, numer identyfikacji podatkowej 2010 2214 855, reprezentowanej przez (i) Dyrektora Zarządzającego pana Jarosława Tomasza GRODZKIEGO oraz (ii) Dyrektora pana Roberta Edwarda OSKARDA (iii) Dyrektora - T.C.G. Gestion S.A. (iv) Dyrektora CMS Management Services S.A. oraz (v) Dyrektora - Luxembourg Corporation Company S.A. (zwana dalej "FTF LUX" lub "Spółką Przejmowaną")

WSTĘP:

Łączące się Spółki (jak zdefiniowano poniżej) zamierzają dokonać transgranicznego połączenia poprzez przeniesienie na Spółkę Przejmującą całego majątku Spółki Przejmowanej w drodze sukcesji uniwersalnej oraz rozwiązanie Spółki Przejmowanej bez przeprowadzania jej likwidacji.

Zasadniczym celem ekonomicznym połączenia jest:

(a) dokapitalizowanie Spółki Przejmującej o aktywa spółki Przejmowanej, jakimi są akcje z polskich spółkach kapitałowych; powyższe jest zgodne realizacją celów strategicznych Spółki Przejmującej i jej akcjonariusza, z których zasadniczym jest uczynienie ze Spółki Przejmującej holdingu inwestycyjno-konsolidacyjnego, który miałby na tyle wysokie aktywa, iż byłby w stanie pozyskiwać lub zabezpieczać finansowanie dla projektów inwestycyjnych o istotnej wielkości;

(b) osiągnięcie dodatkowych korzyści wynikających z konsolidacji funkcji holdingów w grupie kapitałowej tego samego akcjonariusza, w szczególności:

i) ograniczenie kosztów ponoszonych na funkcjonowanie holdingu krajowego i zagranicznego (m.in. kosztów zarządu, doradztwa zewnętrznego, finansowania projektów, prowadzenia księgowości, audytów etc);

ii) uproszczenie sprawozdawczości finansowej i zarządczej, z uwagi m.in. na obowiązek prowadzenia ksiąg rachunkowych w Polsce w walucie polskiej i użycie języka polskiego we wszelkich kontaktach z administracją.

Połączenie jest najbardziej racjonalną formą nabycia aktywów Spółki Przejmowanej, gdyż nie wymaga ponoszenia wydatków pieniężnych na ich nabycie. Decyzję o połączeniu podjęto w wyniku analizy sytuacji bilansowej Spółki Przejmującej i realnych możliwości pozyskania przez Spółkę Przejmującą kapitału.

W wyniku połączenia dojdzie do zwiększenia kapitałów Spółki Przejmującej o kwotę 4.324.261.500,00 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset) złotych, co czyni ją istotnym partnerem biznesowym dla banków finansujących, zwiększając również możliwości Spółki Przejmującej do pozyskania partnerów biznesowych w celu wspólnej realizacji przedsięwzięć inwestycyjnych.

Decyzja o konsolidacji holdingów na terytorium Polski jest również wynikiem istotnej poprawy stanu polskiej gospodarki, co czyni ją konkurencyjną w stosunku do gospodarek innych państw na terytorium Unii Europejskiej.

Spółka Przejmowana i Spółka Przejmująca znajdują się pod wspólną kontrolą tej samej osoby fizycznej, posiadającej więcej niż 87% praw głosu w każdej z Łączących się Spółek.

Łączące się Spółki zamierzają przeprowadzić Połączenie (jak zdefiniowano poniżej) zgodnie z wymogami prawa polskiego, właściwego dla Spółki Przejmującej, oraz wymogami prawa luksemburskiego, właściwego dla Spółki Przejmowanej, tj.:

(a) Tytułem IV, Działem I, Rozdziałem 2¹ („Transgraniczne łączenie się spółek kapitałowych i komandytowo-akcyjnych”) Polskiego Prawa Spółek (jak zdefiniowano poniżej), oraz

(b) Sekcją XIV Luksemburskiego Prawa Spółek (jak zdefiniowano poniżej) znajdującą zastosowanie do spółek istniejących i zarejestrowanych zgodnie z prawem luksemburskim, implementującą zapisy Dyrektywy 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z dnia 26 października 2005 r. dotyczącej transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych.

W wyniku Połączenia transgranicznego, w Dniu Połączenia (jak zdefiniowano poniżej):

(a) Spółka Przejmująca nabędzie cały majątek Spółki Przejmowanej w drodze sukcesji uniwersalnej (w tym w szczególności własność kapitału akcyjnego spółek zależnych Spółki Przejmowanej), a

(b) Spółka Przejmowana zostanie rozwiązana i przestanie istnieć bez likwidacji lub konieczności przeprowadzania odrębnego postępowania likwidacyjnego.

POSTANOWIONO CO NASTĘPUJE:

1. Definicje.

1.1 Na potrzeby niniejszego Wspólnego Planu Połączenia Transgranicznego, poniższe wyrażenia będą miały następujące znaczenie (chyba, że z kontekstu będzie wynikać inaczej):

"Spółka Przejmująca" oznacza FTF PL;

"Wspólny Plan Połączenia Transgranicznego" lub „Plan Połączenia” oznacza niniejszy dokument;

"Luksemburskie Prawo Spółek" oznacza luksemburską ustawę z dnia 10 sierpnia 1915 r. o spółkach handlowych z późniejszymi zmianami, pozostającą w mocy;

"Dyrektywa" oznacza Dyrektywę 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z 26 października 2005 r. w sprawie transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych, z późniejszymi zmianami;

"Spółka Przejmowana" oznacza FTF LUX;

"Pracownicy" oznacza pracowników Łączących się Spółek pozostających w stosunku pracy w Dniu Połączenia, jeśli takowi istnieją;

„EUR” oznacza prawny środek płatniczy w Unii Europejskiej;

"Polskie Prawo Spółek" oznacza Kodeks Spółek Handlowych z dnia 15 września 2000 r., z późniejszymi zmianami;

„PLN” lub "złoty" oznacza prawny środek płatniczy w Rzeczypospolitej Polskiej;

"Połączenie" oznacza transgraniczne połączenie Łączących się Spółek opisane w punkcie 2 niniejszego Planu Połączenia;

"Łączące się Spółki" oznacza Spółkę Przejmowaną i Spółkę Przejmującą; każda z osobna zwana dalej „Łącząca się Spółką”;

"Dzień Połączenia" oznacza dzień wpisania Połączenia do rejestru właściwego dla Spółki Przejmującej, określony w punkcie 3.1 niniejszego Planu Połączenia.

„Akcje” lub „Akcje z Połączenia” oznacza 4.324.261.500 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset złotych) akcji zwykłych imiennych Spółki Przejmującej, o wartości nominalnej 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda, które Spółka Przejmująca wyda akcjonariuszom Spółki Przejmowanej w proporcji do ich udziału w kapitale akcyjnym tej spółki w wyniku Połączenia.

1.2 O ile nie wskazano inaczej, odniesienia do artykułów są odniesieniami do artykułów niniejszego Planu Połączenia.

1.3 Nagłówki artykułów niniejszego Planu Połączenia zostały zastosowane w celu odpowiedniego odniesienia i nie mają wpływu na ich interpretację.

2. Transgraniczne połączenie.

2.1 Połączenie zostanie przeprowadzone zgodnie z wymogami prawa polskiego, właściwego dla Spółki Przejmującej, oraz wymogami prawa luksemburskiego, właściwego dla Spółki Przejmowanej, tj.:

(a) Tytułem IV, Działem I, Rozdziałem 2¹ („Transgraniczne łączenie się spółek kapitałowych i komandytowo-akcyjnych”) Polskiego Prawa Spółek, oraz

(b) Sekcją XIV Luksemburskiego Prawa Spółek znajdującą zastosowanie do spółek istniejących i zarejestrowanych zgodnie z prawem luksemburskim, implementującą zapisy Dyrektywy 2005/56/EC Parlamentu Europejskiego oraz Rady z dnia 26 października 2005 r. dotyczącej transgranicznego łączenia się spółek kapitałowych.

2.2 W wyniku Połączenia transgranicznego, w Dniu Połączenia:

(a) cały majątek Spółki Przejmowanej zostanie przeniesiony na Spółkę Przejmującą w drodze sukcesji uniwersalnej;

(b) Spółka Przejmowana zostanie rozwiązana i przestanie istnieć bez likwidacji lub konieczności przeprowadzania odrębnego postępowania likwidacyjnego.

2.3 W toku Połączenia kapitał zakładowy Spółki Przejmującej zostanie podwyższony o kwotę 4.324.261.500 zł (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset złotych). Akcjonariusze Spółki Przejmowanej otrzymają Akcje z Połączenia w ilości proporcjonalnej do ich udziału w kapitale akcyjnym Spółki Przejmowanej.

2.4 Wysokość kapitału zakładowego każdej z Łączących się Spółek według stanu na dzień sporządzenia Planu Połączenia oraz sposób i wartość, o jaką zostanie podwyższony w wyniku Połączenia kapitał zakładowy w Spółce Przejmującej określone zostały w punkcie 5 poniżej.

2.5 Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia Statutu Spółki zawiera Załącznik nr 1.

3. Dzień połączenia.

3.1 Połączenie wejdzie w życie zgodnie z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek w zw. z art. 493 § 2 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 12 Dyrektywy tj. w dniu wpisania Połączenia do rejestru przedsiębiorców Spółki Przejmującej.

3.2 Wszelkie transakcje Spółki Przejmowanej dokonane po Dniu Połączenia uważa się za dokonane na rachunek Spółki Przejmującej.

4. Forma prawna, Firma, Siedziba i numery identyfikacyjne łączących się spółek. (Artykuł 516³ pkt 1 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) i 262 (2) a) i b) Luksemburskiego Prawa Spółek)

4.1 Łączące się Spółki to:

(a) Spółka Przejmująca, tj. FTF Galleon spółka akcyjna, zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Rzeczypospolitej Polskiej, z siedzibą przy al. Jerozolimskich 56C, 00-803 Warszawa, Polska, zarejestrowana w rejestrze przedsiębiorców Krajowego Rejestru Sądowego, prowadzonym przez Sąd Rejonowy dla m.st. Warszawy w Warszawie, XII Wydział Gospodarczy Krajowego Rejestru Sądowego, pod nr KRS 0000440989, numer identyfikacji podatkowej NIP 527-268-71-89.

(b) Spółka Przejmująca posiada kapitał zakładowy wynoszący 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych), który dzieli się na 100.000 (słownie: sto tysięcy) akcji zwykłych imiennych, o wartości nominalnej 1 zł (słownie: jeden złoty) każda, wszystkie w pełni opłacone.

(c) Spółka Przejmowana, tj. FTF Galleon S.A. spółka akcyjna (société anonyme) zarejestrowana i prowadząca działalność zgodnie z prawem Wielkiego Księstwa Luksemburga, z siedzibą w Luksemburgu 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, wpisana do rejestru spółek handlowych Luxembourg - Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg pod numerem B 154.340, numer identyfikacji podatkowej 2010 2214 855.

(d) Spółka Przejmowana posiada kapitał zakładowy w kwocie 56.424.249,00 Euro (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć euro), który dzieli się na 56.424.249 (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć) akcji zwykłych, o wartości nominalnej EUR 1 (słownie: jeden euro) każda, wszystkie w pełni opłacone.

4.2 Spółka Przejmowana działa w formie prawnej „société anonyme” (tłumaczenie angielskiego odpowiednika „public limited company”) i spełnia warunki z art. 23 (1) Luksemburskiego Prawa Spółek, natomiast Spółka Przejmująca to „spółka akcyjna” zarejestrowaną na podstawie Polskiego Prawa Spółek i spełniająca warunki art. 491 § 1¹ Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek, a w związku z tym Łączące się Spółki kwalifikują się do kategorii spółek akcyjnych w rozumieniu definicji zawartej w art. 1 Pierwszej Dyrektywy Rady nr 68/151/EWG z dnia 9 marca 1968 roku.

4.3 Nie zachodzą żadne przesłanki wykluczające Połączenie, o których mowa w art. 516² Polskiego Prawa Spółek i art. 491 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek.

5. Stosunek wymiany akcji spółki przejmowanej na akcje spółki przejmującej. (Artykuł 516³ pkt 2 Polskiego Prawa Spółek i art. 261 (2) b) Luksemburskiego Prawa Spółek)

5.1 Stosunek wymiany został określony przez Zarządy Łączących się Spółek i oparty jest na godziwej wartości akcji każdej z Łączących się Spółek. Akcjonariusze Spółki Przejmowanej otrzymają proporcjonalnie do ich udziału w kapitale akcyjnym Spółki Przejmowanej, łączną liczbę 4.324.261.500 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset) nowoutworzonych Akcji w podwyższonym kapitale zakładowym Spółki Przejmującej o nominalnej wartości 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda, w zamian za 56.424.249 (słownie: pięćdziesiąt sześć milionów czterysta dwadzieścia cztery tysiące dwieście czterdzieści dziewięć) akcji Spółki Przejmowanej o nominalnej wartości 1,00 EUR (słownie: jedno euro) każda, stanowiących 100% jej kapitału zakładowego. Odpowiednie wyliczenia i szacunki przedstawione zostały w Załączniku nr 2.

5.2 Nie przewiduje się dopłat pieniężnych dla Akcjonariuszy Spółki Przejmowanej.

5.3 Proponuje się, aby wszyscy akcjonariusze każdej z Łączących się Spółek wyrazili zgodne na odstąpienie od obowiązku badania Planu Połączenia, w tym w szczególności badania zastosowanego parytetu wymiany akcji, przez niezależnego biegłego zgodnie z art. 516⁶ § 3 w związku z art. 503¹ § 2 w związku z odpowiednio stosowanym art. 312¹ § 1 pkt. 2 Polskiego Prawa Spółek i art. 266 (5) Luksemburskiego Prawa Spółek.

6. Podwyższenie kapitału akcyjnego spółki przejmującej oraz zasady przydziału akcji spółki przejmującej akcjonariuszom spółki przejmowanej. (art. 492 § 1 ust 1 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) c) Luksemburskiego Prawa Spółek)

6.1 Kapitał zakładowy Spółki Przejmującej wynosi 100.000,00 zł (słownie: sto tysięcy złotych), który dzieli się na 100.000 (słownie: sto tysięcy) akcji zwykłych imiennych, o wartości nominalnej 1 zł (słownie: jeden złoty) każda, wszystkie w pełni opłacone.

6.2 Wycena nowych Akcji przydzielonych w Spółce Przejmującej dla akcjonariuszy Spółki Przejmowanej została określona w oparciu o wartość godziwą Spółki Przejmowanej na dzień 15 października 2015 r., odpowiadającą wartości aktywów netto Spółki Przejmowanej na podstawie Bilansu z dnia 15 października 2015 r. sporządzonego zgodnie z Międzynarodowymi Standardami Sprawozdawczości Finansowej na dzień 15 października 2015 r. Wartość aktywów netto Spółki Przejmowanej wynosi 4.324.261.499,00 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy czterysta dziewięćdziesiąt dziewięć) złotych i stanowi równowartość 1.022.404.894 EUR (słownie: jeden miliard dwadzieścia dwa miliony czterysta cztery tysiące osiemset dziewięćdziesiąt cztery euro) według kursu średniego Narodowego Banku Polskiego ogłoszonego na dzień 15 października 2015 r.

6.3 Ilość akcji ustalona w wyniku przyjętego stosunku wymiany, powinna być zaokrąglona do góry do liczby całkowitej. Ułamek Akcji z Połączenia, który nie zostanie pokryty na zasadzie wymiany akcji, zostanie opłacony przez akcjonariuszy Spółki Przejmowanej w gotówce.

6.4 Akcjonariusze Spółki Przejmowanej będą zobowiązani do następujących 6.4 dopłat:

(a) Pan Michał SOŁOWOW zobowiązany będzie do zapłaty na rzecz Spółki Przejmującej ogółem 0,53 złotego (słownie: 53/100) w gotówce,

(b) Pani Barbara SOŁOWOW zobowiązana będzie do zapłaty na rzecz Spółki Przejmującej ogółem 0,47 złotego (słownie: 47/100) w gotówce.

6.5 Płatności w/w kwoty będzie dokonane w terminie 30 (trzydziestu) dni od Dnia Połączenia

6.6 W wyniku realizacji połączenia transgranicznego, kapitał zakładowy Spółki Przejmującej zostanie podwyższony o kwotę 4.324.261.500,00 zł (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset złotych) poprzez utworzenie 4.324.261.500 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset) nowych akcji zwykłych imiennych o wartości nominalnej 1,00 zł (słownie: jeden złoty) każda na tych samym warunkach co istniejące akcje. Podwyższenie kapitału stanie się skuteczne z Dniem połączenia

Akcjonariusze Spółki Przejmującej	Kapitał zakładowy Spółki Przejmującej na dzień podpisania planu połączenia	%	Kapitał zakładowy Spółki Przejmującej po podniesieniu kapitału oraz zakończeniu Połączenia	%
Michał Sołowow	100.000	100,00%	3.772.648.359	87,24%
Barbara Sołowow	0	0,00%	551.713.141	12,76%
OGÓLEM	100.000	100,00%	4.324.361.500	100,00%

7. Prawo do dywidendy. (Artykuł 516³ pkt 6 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) d) Luksemburskiego Prawa Spółek)

7.1 Akcje z Połączenia będą uczestniczyły w zyskach i stratach Spółki Przejmującej od dnia następującego po Dniu Połączenia.

8. Prawa przyznane przez spółkę przejmującą właścicielom obligacji lub innych papierów wartościowych. (Artykuł 516³ pkt 3, 4, 5, 7 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek)

8.1 Spółka Przejmowana nie emitowała żadnych obligacji lub papierów wartościowych poza akcjami w kapitale zakładowym Spółki Przejmowanej. Z tego względu nie zostanie ustalony stosunek, o którym mowa art. 516³ pkt. 3 Polskiego Prawa Spółek i nie zostaną przyznane żadne prawa, o których mowa w art. 516³ pkt. 4 Polskiego Prawa Spółek oraz 499 § 1 pkt 5 Polskiego Prawa Spółek, art. 511 § 2 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek oraz Sekcją 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

8.2 Żadna z Łączących się Spółek nie wyemitowała żadnych akcji ze specjalnymi prawami. Z tego względu nie zostaną ustalone żadne inne warunki dotyczące przyznania akcji lub innych papierów wartościowych w Spółce Przejmującej, o których mowa w art. 516³ pkt. 5 Polskiego Prawa Spółek oraz 499 § 1 punkt 5 Polskiego Prawa Spółek i art. 511 § 2 Polskiego Prawa Spółek w związku z art. 516¹ Polskiego Prawa Spółek oraz 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

8.3 W związku z faktem, że żadna z Łączących się Spółek nie emitowała żadnych innych niż akcje własne papierów wartościowych uprawniających do uczestnictwa w zysku, nie zostanie określone dzień, od którego takie inne papiery wartościowe uprawniałyby do uczestnictwa w zysku Łączących się Spółek zgodnie z art. 516³ pkt. 7 Polskiego Prawa Spółek oraz Sekcją 261 (2) f) Luksemburskiego Prawa Spółek.

9. Korzyści przyznane członkom organów łączących się spółek. (Artykuł 516³ pkt 8 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) g) Luksemburskiego Prawa Spółek)

9.1 Nie przyznaje się specjalnych korzyści członkom zarządu lub innym członkom jednostek administracyjnych, zarządczych, nadzorczych czy kontrolnych Łączących się Spółek.

10. Warunki egzekucji praw wierzycieli i współników mniejszościowych. (Artykuł 516³ pkt 9 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) c) Luksemburskiego Prawa Spółek)

10.1 Zgodnie z polskim prawem, Połączenie nie wpływa na prawa wierzycieli i współników mniejszościowych, a wierzyciele Spółki Przejmowanej po Dniu Połączenia uprawnieni będą do dochodzenia swoich roszczeń od Spółki Przejmującej. Dokładna informacja na temat dochodzenia roszczeń przez wierzycieli będzie dostępna nieprzerwanie do Dnia Połączenia w siedzibie Spółki Przejmującej oraz do Dnia Połączenia również w siedzibie Spółki Przejmowanej. Każdy wierzyciel Łączących się Spółek jest chroniony odpowiednimi przepisami określonymi w artykule art. 516¹⁰ Polskiego Prawa Spółek.

10.2 Na podstawie art. 516¹⁰ § 2 Polskiego Prawa Spółek każdy wierzyciel Spółki Przejmowanej albo Spółki Przejmującej może żądać zabezpieczenia swoich roszczeń, jeżeli uprawdopodobni, że ich zaspokojenie jest zagrożone przez Połączenie.

10.3 W razie sporu sąd właściwy według siedziby Spółki Przejmującej rozstrzygnie o udzieleniu zabezpieczenia na wniosek wierzyciela Spółki Przejmowanej albo Spółki Przejmującej, złożony w terminie dwóch miesięcy od dnia ogłoszenia Planu Połączenia w Polsce.

10.4 Wniosek wierzyciela nie wstrzymuje wydania przez polski sąd rejestrowy zaświadczenia o zgodności z prawem polskim połączenia transgranicznego.

10.5 Zgodnie z luksemburskim prawem, na podstawie art. 268 Luksemburskiego Prawa Spółek, wierzyciele łączących się spółek których roszczenia powstały przed dniem publikacji protokołów walnych zgromadzeń akcjonariuszy Łączących się Spółek zatwierdzających Połączenie, niezależnie od jakichkolwiek postanowień umownych, mogą wnieść w terminie dwóch miesięcy od dnia publikacji tych protokołów, do przewodniczącego wydziału sądu rejonowego (tribunal d'arrondissement) właściwego w sprawach handlowych według siedziby Spółki Przejmowanej wniosek w trybie pilnym o zabezpieczenie wymagalnych i niewymagalnych wierzytelności, uprawdopodobniając jednocześnie że ich zaspokojenie jest zagrożone przez połączenie oraz że spółka nie zabezpieczył ich roszczeń w odpowiedni sposób.

10.6 Przewodniczący sądu mając na uwadze majątek spółki po Połączeniu, oddali wniosek jeśli wierzyciel jest już w posiadaniu wystarczających zabezpieczeń albo jeśli ustanowienie dodatkowych zabezpieczeń jest niecelowe. Spółka Przejmowana może wnieść o odrzucenie wniosku w związku ze spłatą wierzyciela, nawet w przypadku niewymagalnych wierzytelności. Jeśli zabezpieczenia nie zostaną ustanowione w wymaganym terminie, wierzytelność staje się wymagalna. Powyższa procedura ochrony wierzycieli nie ma wpływu na wdrożenie połączenia, które stanie się skutecznie pomimo potencjalnych roszczeń wierzycieli.

11. Procedury, według których zostaną określone zasady udziału pracowników w ustaleniu ich praw uczestnictwa w organach FTF PL, Zgodnie z odrębnymi przepisami. (Artykuł 516³ pkt 10 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) c) Luksemburskiego Prawa Spółek)

11.1 Łączące się Spółki nie zatrudniają żadnych pracowników.

12. Prawdopodobny wpływ połączenia na stan zatrudnienia w spółce przejmującej. (Artykuł 516³ pkt 11 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) b) Luksemburskiego Prawa Spółek)

12.1 Połączenie nie będzie miało wpływu na stan zatrudnienia w Spółce Przejmującej. Ponadto z uwagi na fakt, że Spółka Przejmowana nie zatrudnia pracowników nie nastąpi przejście zakładu pracy na nowego pracodawcę w rozumieniu art. 23¹ polskiego Kodeksu Pracy.

13. Dzień, od którego czynności łączących się spółek będą uważane, dla celów rachunkowości, za czynności dokonywane na rachunek spółki przejmującej, z uwzględnieniem przepisów polskiej ustawy o rachunkowości. (Artykuł 516³ pkt 12 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (2) e) Luksemburskiego Prawa Spółek)

13.1 Połączenie nastąpi z Dniem Połączenia, o którym mowa w punkcie 3 powyżej.

13.2 Zgodnie z postanowieniami Polskiego Prawa Spółek oraz artykułem 44a ust. 1 i ust. 3 Polskiej Ustawy o Rachunkowości Połączenie będzie skuteczne, dla celów rachunkowości, z Dniem Połączenia. Od Dnia Połączenia wszelkie czynności Spółki Przejmowanej będą traktowane do celów księgowych jako czynności dokonane na rachunek Spółki Przejmującej.

14. Informacja na temat wyceny aktywów i pasywów przenoszonych na spółkę przejmującą. (Artykuł 516³ pkt 13 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) d) Luksemburskiego Prawa Spółek)

14.1 Aktywa Spółki Przejmowanej przenoszone na Spółkę Przejmującą zostały oszacowane w bilansie Spółki Przejmowanej stanowiącym Załącznik nr 3 oraz przedstawione w poniższym zestawieniu:

Aktywa

EUR

Aktywa trwałe

Inwestycje długoterminowe	1.095.007.451
Razem Aktywa trwałe	1.095.007.451
Aktywa obrotowe	
Należności handlowe i pozostałe	14.624
Środki pieniężne	3.588.059
Razem Aktywa obrotowe	3.602.683
Razem Aktywa	1.098.610.134

14.2 Zobowiązania Spółki Przejmowanej przenoszone na Spółkę Przejmującą zostały oszacowane w bilansie Spółki Przejmowanej stanowiącym Załącznik nr 3 oraz przedstawione w poniższym zestawieniu:

Pasywa	EUR
Kapitał akcyjny	56.424.249
Kapitał zapasowy	432.546.262
Kapitał z obowiązkowej rezerwy	5.642.425
Kapitał z aktualizacji wyceny	382.959.683
Różnice kursowe z aktualizacji wyceny	(61.315.949)
Zysk/strata	206.148.224
Zobowiązania bieżące	EUR
Pozyczki	76.007.695
Zobowiązania handlowe i pozostałe	178.080
Bieżące zobowiązania podatkowe	19.465
Razem zobowiązania bieżące	76.205.240
Razem zobowiązania	76.205.240
Razem Pasywa	1.098.610.134

14.3 Żadna z Łączących się Spółek nie wyemitowała akcji ze specjalnymi prawami oraz papierów wartościowych innych, niż akcje Łączących się Spółek.

15. Zamknięcie ksiąg rachunkowych. (Artykuł 516³ pkt 14 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) e) Luksemburskiego Prawa Spółek)

15.1 Księgi rachunkowe Spółki Przejmującej, wykorzystane do ustalenia warunków Połączenia zostaną zamknięte na Dzień Połączenia. W związku z Połączeniem księgi rachunkowe Spółki Przejmującej zostaną otwarte w Dniu Połączenia.

15.2 Oświadczenie zawierające informację o stanie księgowym Spółki Przejmującej na dzień 15 października 2015 roku stanowi Załącznik nr 4 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Oświadczenie to nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

15.3 Księgi rachunkowe Spółki Przejmowanej, wykorzystane do ustalenia warunków Połączenia zostaną zamknięte na 15 października 2015 r..

15.4 Oświadczenie zawierające informację o stanie księgowym Spółki Przejmowanej na dzień 15 października 2015 roku stanowi Załącznik nr 5 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Oświadczenie to nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

16. Statut spółki przejmującej. (Artykuł 516³ pkt 15 Polskiego Prawa Spółek oraz art. 261 (4) a) Luksemburskiego Prawa Spółek)

16.1 W wyniku Połączenia Statut Spółki Przejmującej zostanie zmieniony. Projekt proponowanych zmian Statutu Spółki Przejmującej został dołączony w formie Załącznika nr 1 (projekt tekstu jednolitego ze zmianami) oraz Załącznika nr 8 (projekt zmian), który zostanie złożony polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa, ale nie będzie stanowił załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17. Projekty uchwał.

17.1 Zarządy Łączących się Spółek zaakceptowały niniejszy Plan Połączenia, oraz przygotowały pisemne sprawozdanie dotyczące Połączenia oraz jego wdrożenia w Łączących się Spółkach, zgodnie z art. 516⁵ § 1 Polskiego Prawa Spółek oraz 265 Luksemburskiego Prawa Spółek.

17.2 Uchwały Zarządów Łączących się Spółek akceptujące Plan Połączenia zostaną załączone do Planu Połączenia składanego polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa jako Załącznik nr 6 oraz Załącznik nr 7, ale nie będą stanowiły załączników do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17.3 Projekt uchwały zgromadzenia akcjonariuszy Spółki Przejmującej w sprawie połączenia Spółki Przejmującej ze Spółką Przejmowaną stanowi Załącznik nr 8 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom

zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Projekt tej uchwały nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

17.4 Projekt uchwały walnego zgromadzenia akcjonariuszy Spółki Przejmowanej w sprawie połączenia z Spółką Przejmującą stanowi Załącznik nr 9 do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa. Projekt tej uchwały nie stanowi załącznika do Planu Połączenia w wersji składanej i ogłaszanej w Luksemburgu.

18. Postanowienia końcowe.

18.1 Wejście życie niniejszy Planu Połączenia jest uwarunkowane od akceptacji jego brzmienia przez Zgromadzenia akcjonariuszy każdej z Łączących się Spółek.

Warszawa, 06.11.2015.

FTF Galleon spółka akcyjna

Zarząd

Pan Jarosław Tomasz GRODZKI / Pan Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Pan Robert Edward OSKARD

Prezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu

Warsaw, 06.11.2015.

FTF Galleon spółka akcyjna

The Board of Directors

Jarosław Tomasz GRODZKI / Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Robert Edward OSKARD

The President of the Management Board / The President of the Management Board / The President of the Management Board

Lista załączników:

Następujące załączniki do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona polskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami polskiego prawa,

1. Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL;
2. Kalkulacja parytetu wymiany akcji;
3. Ustalenie wartości majątku FTF LUX na dzień 15 października 2015 r.;
4. Oświadczenie zawierające informację o stanie księgowym FTF PL na dzień 15 października 2015 roku;
5. Oświadczenie zawierające informację o stanie księgowym FTF LUX na dzień 15 października 2015 roku;
6. Uchwała Zarządu FTF PL zatwierdzająca Plan Połączenia;
7. Uchwała Zarządu FTF LUX zatwierdzająca Plan Połączenia;
8. Projekt uchwały walnego zgromadzenia akcjonariuszy FTF PL w sprawie połączenia;
9. Projekt uchwały walnego zgromadzenia akcjonariuszy FTF LUX w sprawie połączenia.

Następujące załączniki do Planu Połączenia w wersji, która zostanie złożona luksemburskim władzom zgodnie ze stosownymi przepisami luksemburskiego prawa:

1. Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL;
2. Kalkulacja parytetu wymiany akcji;
3. Ustalenie wartości majątku FTF LUX na dzień 15 października 2015 r.

*Projet de fusion relatif à la fusion transfrontalière
FTF Galleon du 6 novembre 2015*

FTF GALLEON S.A.

et

FTF GALLEON SPÓŁKA AKCYJNA

PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIERE

CE PROJET COMMUN DE FUSION A ÉTÉ RÉDIGÉ LE 6 NOVEMBRE 2015 PAR LES PARTIES SUIVANTES SOCIETES FUSIONNANTES:

(i) FTF Galleon spółka akcyjna, une société par actions constituée et existante selon les lois de Pologne, ayant son siège social au 56C Jerozolimskich Av., 00-803 Varsovie, Pologne, immatriculée au registre des entrepreneurs du tribunal d'arrondissement de la ville de Varsovie à Varsovie sous le numéro KRS 0000440989, portant le numéro d'identification fiscale (NIF) 527-268-71-89, ayant un capital social de PLN 100.000,- (cent mille zlotys), entièrement libéré, représentée par: (i) le PDG M. Jarosław Tomasz GRODZKI, (ii) le Directeur Général Délégué M. Mariusz Aleksander WANIOŁKA, et (iii) le Directeur Général Délégué M. Robert Edward OSKARD (ci-après dénommée «FTF PL» ou la «Société Absorbante»);

Et

(ii) FTF Galleon S.A., une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.340, portant le numéro d'identification fiscale 2010 2214 855, ayant un capital social de EUR 56.424.249,- (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf euros) entièrement libéré, représentée par: (i) l'administrateur-délégué M. Jarosław Tomasz GRODZKI, (ii) l'administrateur M. Robert Edward OSKARD, (iii) l'administrateur T.C.G. Gestion S.A., (iv) l'administrateur CMS Management Services S.A. et l'administrateur Luxembourg Corporation Company S.A. (ci-après dénommée «FTF LUX» ou la «Société Absorbée»).

INTRODUCTION:

Les Sociétés Fusionnantes (telles que définies ci-dessus) envisagent de réaliser une fusion transfrontalière qui s'effectuera par le transfert à la Société Absorbante de l'ensemble de l'actif et du passif de la Société Absorbée via une succession universelle et la dissolution de la Société Absorbée sans liquidation:

Le principal objectif économique de cette fusion est de:

(a) capitaliser la Société Absorbante par les actifs de la Société Absorbée sous forme d'actions des sociétés de capitaux polonaises, ce qui est conforme aux objectifs stratégiques de la Société Absorbante et de son Actionnaire, parmi lesquels, l'objectif fondamental est de transformer la Société Absorbante en une société holding d'investissement, qui, du fait de ses actifs importants, serait en mesure d'obtenir ou garantir le financement de projets d'investissement considérables;

(b) tirer des profits supplémentaires découlant de la consolidation des fonctions d'holdings dans le groupe de capitaux du même Actionnaire, notamment:

i) limiter les coûts liés au fonctionnement du holding polonais et étranger (entre autres les frais de gestion, des conseils extérieurs, du financement des projets, de la comptabilité, audits, etc.),

ii) simplifier le procédé de l'information financière et l'information concernant la gestion et gouvernance, compte tenu, entre autres, de l'obligation de la tenue des registres comptables en Pologne en monnaie polonaise et de l'utilisation de la langue polonaise dans toutes les communications administratives.

La fusion est la forme la plus rationnelle de l'acquisition d'actifs de la Société Absorbée, sachant qu'elle n'entraîne pas de dépenses en espèces pour leur achat. La décision sur la fusion a été prise à la suite de l'analyse du bilan de la Société Absorbante et des possibilités réelles pour la Société Absorbante de trouver des capitaux.

La fusion engendre une augmentation de capitaux de la Société Absorbante d'un montant de PLN 4.324.261.500,00 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante-et-un mille cinq cents zlotys) ce qui lui donne l'opportunité de devenir un partenaire important en affaires pour les banques de financement, augmentant également les possibilités pour la Société Absorbante d'attirer des partenaires en business pour réaliser des projets d'investissements communs.

La décision concernant la consolidation d'holdings sur le territoire de la Pologne résulte également de l'amélioration significative de l'économie polonaise, ce qui fait qu'elle est concurrentielle par rapport aux économies des autres Etats de l'Union européenne.

La Société Absorbée et la Société Absorbante sont sous le contrôle commun de la personne physique détenant plus de 87% des droits de vote dans chacune des Sociétés Fusionnantes.

Les Sociétés Fusionnantes envisagent de réaliser la Fusion (telle que définie ci-dessous) conformément aux exigences du droit polonais, applicable à la Société Absorbante, ainsi qu'aux exigences du droit luxembourgeois, applicable à la Société Absorbée, i.e.:

(a) titre IV, Section I, Chapitre 2¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés (telle que définie ci-dessous) («fusions transfrontalières de sociétés de capitaux et de sociétés en commandite par actions»), et

(b) section XIV de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés (telle que définie ci-dessous) applicable aux sociétés constituées et existantes selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg appliquant les dispositions de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

En conséquence de la fusion, à la Date de Fusion (telle que définie ci-dessous):

(a) tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante par succession universelle de titre (en particulier, la détention du capital social des sociétés),

(b) la Société Absorbée sera dissoute et cessera d'exister sans liquidation ou imitation d'une procédure de liquidation séparée.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:

1. Définitions.

1.1 Aux fins de ce Projet Commun de Fusion Transfrontalière, les termes suivants auront les définitions suivantes (sauf indication contraire du contexte):

«Société Absorbante» signifie FTF PL;

«Projet Commun de Fusion Transfrontalière» ou «Projet de Fusion» signifie ce document;

«Loi luxembourgeoise sur les Sociétés» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et actuellement en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg;

«Directive» signifie la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, telle que modifiée;

«Société Absorbée» signifie FTF LUX;

«Employés» signifie les salariés des Sociétés Fusionnantes employés à compter de la Date de Fusion, le cas échéant;

«EUR» signifie la monnaie officielle de l'Union européenne;

«Loi Polonaise sur les Sociétés» signifie la loi polonaise sur les sociétés du 15 septembre 2000, telle que modifiée et mise à jour;

«PLN» ou «zloty» signifie la monnaie ayant cours légal en République de Pologne;

«Fusion» signifie la fusion transfrontalière des Sociétés Fusionnantes telle que décrite au paragraphe 2 du présent Projet de Fusion;

«Sociétés Fusionnantes» signifie la Société Absorbée et la Société Absorbante, chacune étant une «Société Fusionnante»;

«Date de Fusion» signifie la date à laquelle la Fusion est enregistrée au registre approprié de la Société Absorbante, telle que spécifiée au paragraphe 3.1 du présent Projet de Fusion;

«Actions» ou «Actions de la Fusion» signifie 4.324.261.500 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante et un mille cinq cents) actions ordinaires nominatives dans la Société Absorbante d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, que la Société Absorbante allouera aux actionnaires de la Société Absorbée au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée dans le contexte de la Fusion.

1.2 Sauf indication contraire, les références aux articles sont des références aux articles de ce Projet de Fusion.

1.3 Les titres des paragraphes sont insérés uniquement par soucis de commodité et n'auront aucun effet sur leur interprétation.

2. Fusion transfrontalière.

2.1 La Fusion s'effectuera conformément aux exigences du droit polonais applicable à la Société Absorbante ainsi qu'aux exigences du droit luxembourgeois applicable à la Société Absorbée, i.e.:

(a) titre IV, Section I, Chapitre 2¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés («fusions transfrontalières de sociétés de capitaux et de sociétés en commandite par actions»), et

(b) section XIV de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés applicable aux sociétés constituées et existantes selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg appliquant les dispositions de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

2.2 En conséquence de la fusion, à la Date de Fusion:

(a) tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante par succession universelle de titre;

(b) la Société Absorbée sera dissoute et cessera d'exister sans liquidation ou initiation d'une procédure de liquidation.

2.3 En conséquence de la fusion, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de PLN 4.324.261.500,00 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante-et-un mille quatre cent cinq cents zlotys). Les Actions de la Fusion seront allouées aux actionnaires de la Société Absorbée au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée.

2.4 Le montant du capital social de chaque Société Fusionnante à la date du présent Projet de Fusion ainsi que la manière d'augmenter et le montant de l'augmentation du capital social de la Société Absorbante dans le contexte de la Fusion seront décrits au paragraphe 5 ci-dessous.

2.5 Le projet des statuts consolidés de la Société Absorbante figure en Annexe 1 joint.

3. Date de fusion.

3.1 La Fusion prendra effet conformément à l'Article 493 § 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'Article 12 de la Directive 2005/56/EC du Parlement européen et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, i.e. à la date d'enregistrement de la Fusion dans le registre de la Société Absorbante.

3.2 A compter de la Date de la Fusion, toutes les transactions de la Société Absorbée sont réputées faites pour le compte de la Société Absorbante.

4. Forme juridique, dénomination, siège social et numéro d'identification des sociétés fusionnantes. (Article 516³ sec. 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et articles 261 (2) a) et 262 (2) a) et b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

4.1 Les Sociétés Fusionnantes participant à la Fusion sont:

(a) La Société Absorbante, i.e., FTF Galleon spółka akcyjna, une société par actions constituée et existante selon les lois de Pologne, ayant son siège social au 56C Jerozolimskich Av., 00-803 Varsovie, Pologne, immatriculée au registre des entrepreneurs du tribunal d'arrondissement de la ville de Varsovie à Varsovie, XII Division Commerciale du Registre Judiciaire National sous le numéro KRS 0000440989, portant le numéro d'identification fiscale (NIF) 527-268-71-89.

(b) Le capital social de la Société Absorbante s'élève à PLN 100.000,- (cent mille zlotys), divisé en 100.000 (cent mille) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, entièrement libéré.

(c) La Société Absorbée, i.e., FTF Galleon S.A., une société anonyme constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.340, portant le numéro d'identification fiscale 2010 2214 855.

(d) Le capital social de la Société Absorbée s'élève à EUR 56.424.249,- (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf euros), divisé en 56.424.249 (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, entièrement libéré.

4.2 La Société Absorbée est une société anonyme remplissant les conditions de l'article 23 (1) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés et la Société Absorbante est une «spółka akcyjna» (équivalant en français à une «société anonyme») de droit polonais et remplissant les conditions de l'Article 491 § 1¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'Article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés. Par conséquent, les Sociétés Fusionnantes entrent dans la catégorie des sociétés anonymes telles que définies à l'art. 1 de la Première directive 68/151/CEE du Conseil, du 9 mars 1968.

4.3 Il n'existe aucune contre-indication excluant la Fusion conformément à l'Article 516² de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'Article 491 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'Article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés.

5. Le rapport d'échange des actions de la société absorbée pour les actions de la société absorbante. (Article 516³ sec 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

5.1 Le rapport d'échange a été déterminé par les Conseils d'Administration respectifs des Sociétés Fusionnantes basé sur la juste valeur des actions dans chaque Société Fusionnante. Les actionnaires de la Société Absorbée recevront, au pro rata de leur détention dans la Société Absorbée, un total de 4.324.261.500 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante-et-un mille cinq cents) nouvelles Actions dans le cadre d'une augmentation de capital de la Société Absorbante d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune en contrepartie de 56.424.249 (cinquante-six millions quatre cent vingt-quatre mille deux cent quarante-neuf) () actions de la Société Absorbée d'une valeur nominale de EUR 1,- (un euro) chacune, représentant 100% de son capital social. Les calculs et évaluations en question sont détaillés en Annexe 2.

5.2 Aucun autre paiement ne sera dû par les actionnaires de la Société Absorbée.

5.3 Il a été proposé que tous les actionnaires de chacune des Sociétés Fusionnantes conviennent qu'aucun examen du Projet de Fusion et en particulier du rapport d'échange par des experts indépendants ni un rapport d'expert ne sont requis, conformément à l'Article 516⁶ § 3 en lien avec l'Article 503¹ § 2 en lien avec l'Article 312¹ § 1 point 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés appliquée mutatis mutandis et l'Article 266 (5) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

6. Augmentation de capital de la société absorbante et conditions d'allocation des actions dans la société absorbante aux actionnaires de la société absorbée. (Article 492 § 1 section 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

6.1 Le capital social autorisé de la Société Absorbante s'élève à PLN 100.000,- (cent mille zlotys), divisé en 100.000 (cent mille) actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune, entièrement libéré.

6.2 La valorisation des nouvelles actions ordinaires à allouer par la Société Absorbante aux actionnaires de la Société Absorbée a été déterminée par référence à la juste valeur marchande de la Société Absorbée au 15 octobre 2015, égale à la valeur nette des actifs de la Société Absorbée déterminée sur base du bilan du 15 octobre 2015 établi conformément aux normes internationales d'information financière et La valeur nette des actifs de la Société Absorbée d'élève à PLN 4.324.261.499,00 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante-et-un mille quatre cent quatre-vingt-dix-neuf zlotys) équivalant à EUR 1.022.404.894 (un milliard vingt-deux millions quatre cent quatre mille huit cent quatre-vingt-quatorze euro) et basé sur le taux de change moyen de la Banque Nationale de Pologne annoncé le 15 octobre 2015.

6.3 Le nombre d'actions résultant du rapport d'échange adopté sera arrondi à un nombre entier. La fraction de la valeur des Actions de la Fusion qui ne sera pas couverte suite à l'échange d'actions sera payée par les actionnaires de la Société Absorbée à la Société Absorbante en espèce.

6.4 Les actionnaires de la Société Absorbée devront effectuer les paiements suivants:

(a) M. Michał SOŁOWOW paiera à la Société Absorbante un montant de PLN 0,53 (53/100) en espèces, et

(b) Mme Barbara SOŁOWOW paiera à la Société Absorbante un montant de PLN 0,47 (47/100) en espèces.

6.5 Ces paiements s'effectueront endéans 30 (trente) jours à compter de la Date de Fusion.

6.6 Suite à la fusion transfrontalière, le capital social de la Société Absorbante sera augmenté de PLN 4.324.261.500,00 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante et un mille cinq cents zlotys) par la création de 4.324.261.500 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante et un mille cinq cents) nouvelles actions ordinaires nominatives d'une valeur nominale de PLN 1,- (un zloty) chacune dans les mêmes conditions que les actions existantes. L'augmentation de capital sera effectuée à la Date de Fusion.

Actionnaires de la Société Absorbante	Capital social émis le jour de l'exécution du Projet de Fusion	%	Capital social émis après l'augmentation de capital et la réalisation de la Fusion	%
Michał Sołowow	100.000	100%	3.772.648.359	87,24%
Barbara Sołowow	0	0%	551.713.141	12,76%
TOTAL	100.000	100%	4.324.361.500	100,00%

7. Droit aux dividendes. (Article 516³ sec 6 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) d) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

7.1 Les Actions de la Fusion participeront aux bénéfices et aux pertes de de la Société Absorbante à compter de la date de Fusion.

8. Droits à accorder par la société absorbante aux détenteurs d'obligations ou d'autres titres. (Article 516³ sec 3, 4, 5, 7 of the Polish Companies Law and article 261 (2) f) of the Luxembourg Companies Law)

8.1 La Société Absorbée n'a pas émis d'obligations ni d'autres titres à part les actions dans son capital social, et par conséquent, aucun rapport d'échange tel que référencé à l'Article 516³ section 3 de la Loi Polonaise sur les Sociétés ne sera établi et aucun droit ne sera alloué conformément à l'article 516³ section 4 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'article 499 section 1 point 5 de la Loi Polonaise sur les Sociétés; article 511 section 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en lien avec l'article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

8.2 Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a émis d'actions auxquelles sont attachés des droits spéciaux et par conséquent, aucune condition concernant l'allocation des actions ou d'autres titres dans la Société Absorbante ne sera fixée conformément aux articles 516³ point 5, 499 paragraphe 1 point 5, 511 paragraphe 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés en relation avec l'article 516¹ de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

8.3 En rapport avec le fait qu'aucune des Sociétés Fusionnantes n'ait émis des titres donnant droit de participer aux bénéfices, à part ses propres actions, aucune date à partir de laquelle de tels autres titres obligerait leur détenteur à partager les profits des Sociétés Fusionnantes ne sera fixée conformément à l'article 516³ point 7 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et la Section 261 (2) f) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

9. Prestations spéciales accordées aux membres des organes de direction des sociétés fusionnantes. (Article 516³ sec 8 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) g) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

9.1 Aucun avantage spécial ne sera accordé aux membres des conseils de direction ou aux autres membres des organes administratifs, de gérance, de surveillance ou de contrôle des Sociétés Fusionnantes.

10. Conditions d'exécution des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires. (Article 516³ sec 9 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 262 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

10.1 En droit polonais, les droits des créanciers et des actionnaires minoritaires ne sont affectés d'aucune manière par la Fusion et les créanciers de la Société Absorbée feront valoir leurs droits après la Date de Fusion envers la Société Absorbante. Les informations détaillées relatives aux conditions d'application des droits des créanciers et des actionnaires minoritaires seront consultables de manière continue jusqu'à la Date de Fusion au siège de la Société Absorbante ainsi qu'au siège de la Société Absorbée. Tout créancier des Sociétés Fusionnantes est protégé par les règlements au sens de l'Article 516¹⁰ de la Loi Polonaise sur les Sociétés.

10.2 Conformément à la section 516¹⁰ § 2 de la Loi Polonaise sur les Sociétés, tout créancier de la Société Absorbante peut demander à ce que ses créances soient garanties si il démontre avec probabilité que leur satisfaction est menacée par la Fusion.

10.3 En Pologne, en cas de litige et sur base d'un dépôt effectué par le créateur endéans deux mois à compter de l'annonce du Projet de Fusion, le tribunal compétent du siège social de la Société Absorbée ou Absorbante décidera si oui ou non une garantie doit être octroyée comme demandé par le créateur.

10.4 Le dépôt effectué par le créateur n'interrompra pas l'émission par le tribunal polonais en charge du registre des sociétés du certificat de conformité à la loi polonaise de la fusion transfrontalière.

10.5 En vertu du droit luxembourgeois, conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés, les créanciers des sociétés qui fusionnent dont les créances sont antérieures à la date de publication du procès-verbal des assemblées générales des Sociétés Fusionnantes approuvant la Fusion, pourront, nonobstant toute convention contraire, demander endéans deux mois à compter de cette publication au magistrat président la chambre du tribunal d'arrondissement, dans le ressort duquel la société Absorbée a son siège social, siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés pour des créances échues ou non échues, au cas où ils peuvent démontrer, de manière

crédible, que la fusion constitue un risque pour l'exercice de leurs droits et que la société ne leur a pas fourni de garanties adéquates.

10.6 Le président rejettera cette demande si le créancier dispose de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires compte tenu de la situation financière de la société après la Fusion. La Société Absorbée pourra écarter cette demande en payant le créancier même si la créance est à terme. Si la sûreté n'est pas fournie dans le délai fixé, la créance deviendra immédiatement exigible. Les procédures de protection du créancier indiquées ci-dessus n'auront en revanche aucun effet sur l'application de la fusion qui prendra effet indépendamment des réclamations des créanciers.

11. Procédures par lesquelles les accords concernant l'implication des employés dans la définition de leurs droits à participer dans la société absorbante. (Article 516³ sec 10 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) c) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

11.1 Les Sociétés Fusionnantes ne comptent aucun employé.

12. Les répercussions possibles de la fusion sur l'emploi dans la société absorbante. (Article 516³ sec 11 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) b) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

12.1 La Fusion n'affectera pas le niveau de l'emploi au sein de la Société Absorbante, en particulier car la Société Absorbée ne compte aucun employé et que dès lors, aucun transfert de l'établissement de l'emploi vers le nouvel employeur ne sera effectué (Article 23¹ du Code de Travail polonais).

13. La date à partir de laquelle les transactions des sociétés fusionnantes seront traitées à des fins comptables comme étant celles de la société absorbante, sous réserve des dispositions de la loi polonaise sur la comptabilité. (Article 516³ sec 12 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (2) e) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

13.1 La Fusion prendra effet à la Date de Fusion référencée au paragraphe 3 ci-dessus.

13.2 Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi Polonaise sur les Sociétés et l'article 44a points 1 and 3 de la loi polonaise sur la comptabilité, la Fusion sera effective, à des fins comptables, à la Date de Fusion. A compter de la Date de Fusion, toutes les transactions de la Société Absorbée seront traitées, à des fins comptables, comme des transactions de la Société Absorbante.

14. Information concernant la valorisation des actifs et des passifs transférés à la société absorbante. (Article 516³ sec 13 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) d) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

14.1 Les actifs de la Société Absorbée à transférer à la Société Absorbante ont été évalués dans la valorisation des actifs de la Société Absorbée, comme le montre l'Annexe 3 et dans le résumé ci-dessous:

Actif	EUR
Actif immobilisé	
Actif financier à la juste valeur	1.095.007.451
Total actif immobilisé	1.095.007.451
Actif circulant	
Créances commerciales et autres créances	14.624
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3.588.059
Total actif circulant	3.602.683
Total actif	1.098.610.134

14.2 Le passif de la Société Absorbée à transférer à la Société Absorbante ont été évalués dans la valorisation des actifs de la Société Absorbée comme figurant à l'Annexe 3 et le résumé suivant:

Passif et capitaux propres	EUR
Capital souscrit	56.424.249
Primes d'émission	432.546.262
Réserve légale	5.642.425
Réserve de réévaluation	382.959.683
Réserve de mise en équivalence de la devise	(61.315.949)
Bénéfices non distribués / (pertes accumulées)	206.148.224
Passif courant	EUR
Emprunts	76.007.695
Dettes commerciales et autres dettes	178.080
Passif d'impôt exigible	19.465
Total passif courant	76.205.240
Total passif	76.205.240
Total passif et capitaux propres	1.098.610.134

14.3 Aucune des Sociétés Fusionnantes n'a émis d'actions détenant des droits spéciaux et il n'existe aucun détenteur d'obligations ou d'autres titres à part des actions dans chacune des Sociétés Fusionnantes.

15. Date de fermeture des livres comptables. (Article 516³ sec 14 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) e) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

15.1 Les livres comptables de la Société Absorbante utilisés pour établir les conditions de la Fusion ont été fermés à la Date de Fusion. Comme un effet de la Fusion, les livres comptables de la Société Absorbante seront ouverts à la Date de Fusion.

15.2 L'état comptable de la Société Absorbante dressé aux fins de la Fusion au 15 octobre 2015 figure en Annexe 4 du Projet de Fusion tel qu'enregistré avec les autorités polonaises comme exigé par le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

15.3 Les livres comptables de la Société Absorbée utilisés pour établir les conditions de la Fusion ont été fermés le 15 octobre 2015.

15.4 L'état comptable de la Société Absorbée dressé aux fins de la Fusion au 15 octobre 2015 figure en Annexe 5 du Projet de Fusion tel qu'enregistré avec les autorités polonaises comme exigé par le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

16. Acte constitutif et statuts de la société absorbante. (Article 516³ sec 15 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 261 (4) a) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés)

16.1 Suite à la Fusion, les statuts de la Société Absorbante peuvent changer. Le projet de modifications proposées aux statuts de la Société Absorbante est attaché en tant qu'Annexe 1 (le projet de la version modifiée unifiée) et qu'Annexe 8 (le projet des modifications), ce dernier tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises selon le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17. Projets de résolutions.

17.1 Le conseil d'administration des Sociétés Fusionnantes ont approuvé le présent Projet de Fusion et ont préparé un rapport relatif à la Fusion et ses implications pour/sur les Sociétés Fusionnantes, conformément à l'Article 516⁵ paragraphe 1 de la Loi Polonaise sur les Sociétés et article 265 de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés.

17.2 Les résolutions des Conseils d'Administration approuvant le Projet de Fusion sont annexées au Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme exigé par le droit polonais et figurent respectivement en Annexe 6 et en Annexe 7, mais ne sont pas annexées au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17.3 Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de la Société Absorbante concernant l'approbation d'un projet de fusion entre la Société Absorbante et la Société Absorbée figure en Annexe 8 du Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme le requiert le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

17.4 Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de la Société Absorbée concernant l'approbation d'un projet de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante figure en Annexe 9 du Projet de Fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises comme le requiert le droit polonais, mais n'est pas annexé au Projet de Fusion déposé et publié au Luxembourg.

18. Disposition finale.

18.1 Le présent Projet de Fusion est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de chacune des Sociétés Fusionnantes.

Luxembourg 05.11.2015

FTF Galleon S.A.

Zarząd

Pan Jarosław Tomasz GRODZKI / Pan Robert Edward OSKARD / T.C.G. Gestion S.A. / CMS Management Services S.A. / Luxembourg Corporation Company S.A.

Dyrektor Zarządzący / Dyrektor / Dyrektor / Dyrektor / Dyrektor

Luxembourg, 05.11.2015

FTF Galleon S.A.

The Board of Directors

Mr Jarosław Tomasz GRODZKI / Mr Robert Edward OSKARD / T.C.G. Gestion S.A. / CMS Management Services S.A. / Luxembourg Corporation Company S.A.

Managing Director / Director / Administrateur / Administrateur / Administrateur

Annexes:

Les Annexes suivantes sont annexées au projet de fusion tel qu'enregistré auprès des autorités polonaises et tel que publié conformément au seul droit polonais:

1. Le projet des statuts consolidés de FTF PL;
2. Calcul du rapport d'échange des Actions;
3. Valorisation des actifs de FTF LUX au 15 octobre 2015;
4. Etat comptable de FTF PL au 15 octobre 2015 dressé aux fins de la Fusion;
5. Etat comptable de FTF LUX au 15 octobre 2015 dressé aux fins de la Fusion;
6. Résolutions du Conseil d'Administration de FTF PL approuvant le Projet de Fusion;
7. Résolutions du Conseil d'Administration de FTF LUX approuvant le Projet de Fusion;
8. Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de FTF PL concernant l'approbation d'un projet de fusion;
9. Le projet de résolutions de l'assemblée des actionnaires de FTF LUX concernant l'approbation d'un projet de fusion.

Les annexes suivantes sont attachées au projet de Fusion tel qu'il sera déposé et publié au Luxembourg conformément au seul droit luxembourgeois:

1. Le projet des statuts consolidés de FTF PL;
2. Calcul du rapport d'échange des Actions;
3. Valorisation des actifs de FTF LUX au 15 octobre 2015.

Załącznik 1

Projekt nowego, ujednoliconego brzmienia statutu FTF PL

STATUT FTF GALLEON S.A.

I. Postanowienia ogólne

§ 1.

1. Spółka prowadzić będzie działalność gospodarczą pod firmą FTF Galleon Spółka Akcyjna.
2. Spółka może używać skrótu FTF Galleon S.A.

§ 2. Siedzibą Spółki jest miasto stołeczne Warszawa.

§ 3. Czas trwania Spółki jest nieoznaczony.

§ 4.

1. Spółka działa na terytorium Rzeczypospolitej Polskiej oraz za granicą.
2. Spółka może tworzyć oddziały i przedstawicielstwa w kraju i za granicą.
3. Spółka może uczestniczyć w spółkach krajowych i poza granicami Rzeczypospolitej Polskiej.

II. Przedmiot działalności spółki

§ 5.

1. Celem Spółki jest prowadzenie przedsiębiorstwa zarobkowego w kraju i za granicą.
2. Przedmiotem działalności Spółki zgodnie z Polską Klasyfikacją Działalności jest:
 - 1) 63.99.Z Pozostała działalność usługowa w zakresie informacji, gdzie indziej niesklasyfikowana;
 - 2) 64.19.Z Pozostałe pośrednictwo pieniężne;
 - 3) 64.20.Z Działalność holdingów finansowych;
 - 4) 64.91.Z Leasing finansowy;
 - 5) 64.92.Z Pozostałe formy udzielania kredytów;
 - 6) 64.99.Z Pozostała finansowa działalność usługowa, gdzie indziej niesklasyfikowana, z wyłączeniem ubezpieczeń i funduszy emerytalnych;
 - 7) 66.12.Z Działalność maklerska związana z rynkiem papierów wartościowych i towarów giełdowych
 - 8) 66.19.Z Pozostała działalność wspomagająca usługi finansowe, z wyłączeniem ubezpieczeń i funduszy emerytalnych;
 - 9) 68.10.Z Kupno i sprzedaż nieruchomości na własny rachunek;
 - 10) 68.20.Z Wynajem i zarządzanie nieruchomościami własnymi lub dzierżawionymi;
 - 11) 68.31.Z Pośrednictwo w obrocie nieruchomościami;
 - 12) 68.32.Z Zarządzanie nieruchomościami wykonywane na zlecenie;
 - 13) 69.10.Z Działalność prawnicza;
 - 14) 69.20.Z Działalność rachunkowo-księgową; doradztwo podatkowe;
 - 15) 70.10.Z Działalność firm centralnych (head offices) i holdingów, z wyłączeniem holdingów finansowych;
 - 16) 70.22.Z Pozostałe doradztwo w zakresie prowadzenia działalności gospodarczej i zarządzania.
 - 17) 74.90.Z Pozostała działalność profesjonalna, naukowa i techniczna, gdzie indziej niesklasyfikowana;
 - 18) 82.91.Z Działalność świadczona przez agencje inkasa i biura kredytowe.

III. Kapitał zakładowy

§ 6.

1. Kapitał zakładowy Spółki wynosi 4.324.361.500,00 zł (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony trzysta sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset złotych).

2. Kapitał zakładowy dzieli się na:

a) 100.000 (słownie: sto tysięcy) akcji imiennych serii A o numerach od A-000.001 do A-100.000, o wartości nominalnej 1,00 zł (jeden złoty) każda. Cena emisyjna jednej akcji serii A jest równa wartości nominalnej i wynosi 1,00 zł (jeden złoty).

b) 4.324.261.500 (słownie: cztery miliardy trzysta dwadzieścia cztery miliony dwieście sześćdziesiąt jeden tysięcy pięćset) akcji imiennych serii B o numerach od B-0.000.000.001 do B-4.324.261.500, o wartości nominalnej 1,00 zł (jeden złoty) każda. Cena emisyjna jednej akcji serii A jest równa wartości nominalnej i wynosi 1,00 zł (jeden złoty).

3. Akcje pierwszej emisji o łącznej wartości 100.000,00 zł (sto tysięcy złotych) oznaczone jako akcje imienne zwykłe serii A o numerach seryjnych od A-000.001 do A-100.000 zostały wydane po cenie równej ich wartości nominalnej i objęte przez Założyciela Spółki, tj. spółkę pod firmą Trinity Shelf Companies Spółka z ograniczoną odpowiedzialnością z siedzibą w Warszawie.

4. Akcje pierwszej emisji zostały opłacone wkładem pieniężnym przez Założyciela w wysokości 25% (dwadzieścia pięć procent) ich wartości nominalnej do dnia zgłoszenia wniosku o wpisanie Spółki do rejestru przedsiębiorców.

5. Akcje imienne serii A o numerach od A-000.001 do A-100.000 są akcjami zwykłymi.

6. Akcje imienne serii B o numerach od B-0.000.000.001 do B-4.324.261.500 są akcjami zwykłymi.

§ 7.

1. Spółka może wydawać akcje o szczególnych uprawnieniach (akcje uprzywilejowane). Uprzywilejowanie akcji może dotyczyć prawa głosu, prawa do dywidendy lub podziału majątku w przypadku likwidacji Spółki.

2. W przypadku emisji akcji uprzywilejowanych, akcjonariusz może wykonywać przyznane mu szczególne uprawnienia związane z akcją uprzywilejowaną po zakończeniu roku obrotowego, w którym wniósł w pełni swój wkład na pokrycie kapitału zakładowego.

3. Spółka może emitować akcje imienne lub na okaziciela. Akcje nowych emisji mogą być akcjami imiennymi lub na okaziciela.

4. Spółka może dokonywać zamiany akcji imiennych na akcje na okaziciela oraz zamiany akcji na okaziciela na akcje imienne. Zamiana akcji imiennych na akcje na okaziciela lub akcji na okaziciela na akcje imienne wymaga zgody Rady Nadzorczej. Zamiana akcji imiennych uprzywilejowanych na akcje na okaziciela powoduje wygaśnięcie uprzywilejowania akcji. W przypadku akcji nowych emisji obejmowane akcje mogą być pokrywane wkładami pieniężnymi lub niepieniężnymi.

5. Kapitał zakładowy może być podwyższony w drodze emisji nowych akcji lub podwyższenia wartości nominalnej dotychczasowych akcji, na podstawie uchwały Walnego Zgromadzenia. Kapitał zakładowy może być podwyższony przez przeniesienie do niego z kapitału rezerwowego utworzonego z zysku Spółki lub zapasowego kwoty określonej w uchwale Walnego Zgromadzenia i nieodpłatne wydanie akcji dotychczasowym akcjonariuszom proporcjonalnie do liczby posiadanych przez nich akcji.

6. Spółka może emitować papiery dłużne, w tym obligacje zamienne na akcje oraz obligacje z prawem pierwszeństwa, a także warranty subskrypcyjne.

§ 8.

1. Akcje mogą być umorzone za zgodą akcjonariusza w drodze ich nabycia przez Spółkę (umorzenie dobrowolne) albo bez zgody akcjonariusza (umorzenie przymusowe).

2. Umorzenie dobrowolne jest dopuszczalne w każdym przypadku, gdy akcjonariusz, którego akcje mają być umorzone, wyrazi zgodę na warunki umorzenia, w szczególności uzgodniona zostanie ilość akcji, które mają być umorzone, termin umorzenia, wysokość wynagrodzenia albo zgoda na umorzenie bez wynagrodzenia oraz termin wypłaty wynagrodzenia. Umorzenie dobrowolne nie może być dokonane częściej niż raz w roku obrotowym.

3. Akcje Spółki mogą zostać umorzone w trybie przymusowym w przypadku ujawnienia działania akcjonariusza wbrew interesom spółki lub na szkodę Spółki potwierdzonego prawomocnym orzeczeniem właściwego organu.

4. Umorzenie przymusowe następuje za wynagrodzeniem, które nie może być niższe od wartości przypadających na akcję aktywów netto, wykazanych w sprawozdaniu finansowym za ostatni rok obrotowy, pomniejszonych o kwotę przeznaczoną do podziału między akcjonariuszy

§ 9.

1. Spółka tworzy następujące kapitały:

- (a) kapitał zakładowy;
- (b) kapitał zapasowy;
- (c) kapitał rezerwowy.

2. Poza kapitałami wymienionymi w ust. 1 Spółka tworzy zakładowy fundusz świadczeń socjalnych oraz inne fundusze, o ile zezwalają na to obowiązujące przepisy prawa.

§ 10.

1. Kapitał zapasowy jest tworzony z zysku do podziału i przeznaczony jest na pokrycie straty wykazanej w sprawozdaniu finansowym oraz inne cele wskazane przez Walne Zgromadzenie. Odpis na kapitał zapasowy nie może być niższy niż 8% zysku za dany rok obrotowy, dopóki kapitał ten nie osiągnie co najmniej jednej trzeciej kapitału zakładowego.

2. Do kapitału zapasowego należy przelewać nadwyżki, osiągnięte przy emisji akcji powyżej ich wartości nominalnej, a pozostałe po pokryciu kosztów emisji akcji.

3. Nadwyżkę kapitału zapasowego przewyższającą jedną trzecią kapitału zakładowego Walne Zgromadzenie może przeznaczyć na kapitał rezerwowy.

4. O użyciu kapitału zapasowego i rezerwowego rozstrzyga Walne Zgromadzenie; jednakże części kapitału zapasowego w wysokości jednej trzeciej kapitału zakładowego można użyć jedynie na pokrycie straty wykazanej w sprawozdaniu finansowym.

§ 11.

1. O przeznaczeniu zysku wynikającego z rocznego sprawozdania finansowego zbadanego przez biegłego rewidenta decyduje Walne Zgromadzenie. Zysk może zostać przeznaczony w szczególności na:

- a) - kapitał zapasowy;
- b) - inwestycje;
- c) - dodatkowy kapitał rezerwowy tworzony w Spółce;
- d) - do podziału pomiędzy akcjonariuszy (dywidenda);
- e) - inne cele określone uchwałą Walnego Zgromadzenia.

2. Zarząd jest upoważniony do wypłaty akcjonariuszom zaliczki na poczet przewidywanej dywidendy stosownie do postanowień art. 349 Kodeksu spółek handlowych.

3. Walne Zgromadzenie spółki ustala dzień dywidendy oraz termin wypłaty dywidendy stosownie do art. 348 Kodeksu spółek handlowych.

IV. Organy spółki

§ 12. Władzami Spółki są:

- 1) Walne Zgromadzenie,
- 2) Rada Nadzorcza,
- 3) Zarząd.

A. Walne zgromadzenie

§ 13.

1. Walne Zgromadzenie może być zwyczajne lub nadzwyczajne.

2. Zwyczajne walne zgromadzenie powinno się odbyć w terminie sześciu miesięcy po upływie każdego roku obrotowego.

3. Zgromadzenie nadzwyczajne zwołuje Zarząd z własnej inicjatywy lub na pisemny wniosek Rady Nadzorczej albo na wniosek akcjonariuszy, reprezentujących co najmniej 1/10 kapitału zakładowego.

4. Zwołanie nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia powinno nastąpić w ciągu dwóch tygodni od daty złożenia wniosku zgodnie z ust. 3 powyżej. Walne Zgromadzenie powinno się odbyć nie później niż w terminie 2 (dwóch) miesięcy od daty zwołania.

§ 14. Rada Nadzorcza zwołuje Walne Zgromadzenie:

- 1) jeżeli Zarząd nie zwołał zwyczajnego Walnego Zgromadzenia w przepisany terminie,
- 2) jeżeli pomimo złożenia wniosków Rady Nadzorczej oraz akcjonariuszy, reprezentujących co najmniej 1/10 kapitału zakładowego, Zarząd nie zwołał nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia w terminie 14 dni od dnia ich złożenia.

§ 15.

1. Porządek obrad Walnego Zgromadzenia ustala Zarząd lub Rada Nadzorcza, w zależności od tego, który z tych organów zwołuje Walne Zgromadzenie.

2. Rada Nadzorcza oraz akcjonariusze, reprezentujący co najmniej 1/10 kapitału akcyjnego mogą żądać umieszczenia poszczególnych spraw w porządku obrad Walnego Zgromadzenia. Żądanie to zgłoszone po zwołaniu Walnego Zgromadzenia, będzie traktowane jako wniosek o zwołanie nadzwyczajnego Walnego Zgromadzenia.

§ 16.

1. Uchwały Walnego Zgromadzenia zapadają zwykłą większością głosów, chyba że Statut lub ustawa stanowią inaczej.

2. Walne Zgromadzenia odbywają się w siedzibie Spółki lub w innym miejscu na terenie Rzeczypospolitej Polskiej wskazanym przez podmiot zwołujący.

3. Walne Zgromadzenie może podejmować uchwały jedynie w sprawach objętych porządkiem obrad, chyba że cały kapitał zakładowy jest reprezentowany na Zgromadzeniu i nikt z obecnych nie wniósł sprzeciwu co do powzięcia uchwały.

§ 17. Uchwały Walnego Zgromadzenia wymagają następujące sprawy:

- 1) rozpatrzenie i zatwierdzenie sprawozdania zarządu z działalności spółki oraz sprawozdania finansowego za ubiegły rok obrotowy oraz udzielenie absolutorium członkom organów spółki z wykonania przez nich obowiązków,
- 2) postanowienia, dotyczące roszczeń o naprawienie szkody wyrządzonej przy zawiązaniu spółki lub sprawowaniu zarządu albo nadzoru,
- 3) zbycie i wydzierżawienie przedsiębiorstwa lub jego zorganizowanej części oraz ustanowienie na nich ograniczonego prawa rzeczowego,
- 4) emisja obligacji zamiennych lub z prawem pierwszeństwa,
- 5) nabycie własnych akcji w przypadku określonym w art. 362 § 1 pkt 2) Kodeksu spółek handlowych oraz upoważnienie do ich nabywania w przypadku określonym w art. 362 § 1 pkt 8) kodeksu spółek handlowych,
- 6) zawarcie umowy, o której mowa w art. 7 Kodeksu spółek handlowych;
- 7) podejmowanie uchwał o podziale zysków albo pokryciu strat;
- 8) połączenie, podział lub przekształcenie Spółki;
- 9) rozwiązanie i likwidacja Spółki;
- 10) podwyższenie lub obniżenie kapitału zakładowego, z zastrzeżeniem uprawnień przysługujących w tym zakresie pozostałym organom Spółki,
- 11) ustalenie zasad wynagradzania członków Rady Nadzorczej;
- 12) zmiana Statutu Spółki, a w tym zmiana przedmiotu działalności Spółki;
- 13) określanie dnia dywidendy;
- 14) określenie terminu wypłaty dywidendy;
- 15) rozpatrywanie spraw wniesionych przez Radę Nadzorczą, Zarząd lub akcjonariuszy;
- 16) inne sprawy zastrzeżone do kompetencji Walnego Zgromadzenia przepisami prawa lub postanowieniami niniejszego Statutu.

§ 18. Walne Zgromadzenie otwiera przewodniczący Rady Nadzorczej lub osoba przez niego wskazana, po czym spośród osób uprawnionych do głosowania wybiera się Przewodniczącego Zgromadzenia.

B. Rada nadzorcza

§ 19. Rada Nadzorcza składa się z 3 (trzech) do 6 (sześciu) członków, powoływanych i odwoływanych przez Walne Zgromadzenie Spółki. Liczbę członków Rady Nadzorczej ustala Walne Zgromadzenie Spółki.

§ 20. Kadencja członków Rady Nadzorczej jest wspólna i trwa pięć lat obrotowych. Uchwała Walnego Zgromadzenia określa każdorazowo skład ilościowy i osobowy Rady Nadzorczej.

§ 21.

1. Członkowie Rady Nadzorczej wybierają ze swego grona przewodniczącego i wiceprzewodniczącego.

2. Do ważności wyboru wymagana jest bezwzględna większość głosów spośród obecnych na posiedzeniu Rady.

§ 22.

1. Do ważności uchwał Rady Nadzorczej wymagana jest obecność co najmniej połowy członków Rady Nadzorczej i zaproszenie wszystkich członków.

2. Rada Nadzorcza może podejmować uchwały w trybie pisemnym i przy pomocy środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość.

§ 23. Uchwały Rady Nadzorczej zapadają zwykłą większością głosów członków Rady obecnych na posiedzeniu.

§ 24. Rada Nadzorcza może delegować poszczególnych członków do indywidualnego wykonywania czynności nadzorczych. W przypadku równej liczby głosów za i przeciwko podjęciu uchwały, głos decydujący będzie miał Przewodniczący Rady Nadzorczej.

§ 25.

1. Posiedzenia Rady Nadzorczej zwołuje przewodniczący Rady.

2. Posiedzenie Rady Nadzorczej powinno być zwołane na żądanie co najmniej dwóch członków Rady lub na wniosek Zarządu.

3. O posiedzeniach Rady Nadzorczej Przewodniczący Rady powiadamia pozostałych jej członków i zaprasza ich na posiedzenie w formie pisemnej lub za pomocą środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość w takim terminie,

aby zaproszenie dotarło do wiadomości członka Rady najpóźniej na 1 (jeden) dzień przed planowaną datą posiedzenia. W uzasadnionych przypadkach termin ten może zostać skrócony.

4. Zaproszenie na posiedzenie Rady powinno zawierać: datę i godzinę posiedzenia, miejsce obrad, porządek obrad oraz ewentualne projekty uchwał. Jeżeli wszyscy członkowie uczestniczą w posiedzeniu porządek obrad może zostać zmieniony.

5. Rada Nadzorcza może odbyć się bez formalnego zwołania, jeżeli wszyscy członkowie Rady uczestniczą w posiedzeniu i nikt nie wniesie sprzeciwu co do odbycia posiedzenia i wniesienia poszczególnych spraw do porządku posiedzenia.

6. Członkowie Rady Nadzorczej mogą brać udział w podejmowaniu uchwał Rady, oddając swój głos na piśmie za pośrednictwem innego członka Rady Nadzorczej. Oddanie głosu na piśmie nie może dotyczyć spraw wprowadzonych do porządku obrad na posiedzeniu Rady Nadzorczej. Rada Nadzorcza może podejmować uchwały w trybie pisemnym lub przy wykorzystaniu środków bezpośredniego porozumiewania się na odległość (telefonicznie lub w inny sposób gwarantujący możliwość porozumiewania się ze sobą wszystkim członkom Rady). Uchwała podjęta w powyższy sposób jest ważna tylko wtedy, gdy wszyscy członkowie Rady zostali powiadomieni o treści projektu uchwały. Podejmowanie uchwał w trybie określonym w niniejszym punkcie nie dotyczy powołania, odwołania i zawieszania w czynnościach członków Zarządu oraz wyboru, odwołania i zawieszenia Przewodniczącego Rady.

7. Członkowie Rady Nadzorczej wykonują swoje prawa i obowiązki osobiście.

8. Wynagrodzenie członków Rady Nadzorczej określa Walne Zgromadzenie.

Rada Nadzorcza rozstrzyga we wszystkich sprawach, których ustawa lub Statut nie zastrzegają do właściwości Walnego Zgromadzenia lub Zarządu. Do kompetencji Rady Nadzorczej należy także:

1) ocena sprawozdania finansowego, sprawozdania Zarządu z działalności Spółki za ubiegły rok obrotowy, w zakresie ich zgodności z księgami i dokumentami jak i stanem faktycznym oraz ocena wniosków Zarządu co do podziału zysków albo pokrycia strat;

2) składanie Walnemu Zgromadzeniu corocznego pisemnego sprawozdania z wyników oceny, o której mowa w pkt 1 powyżej;

3) wybór biegłego rewidenta do zbadania sprawozdań finansowych Spółki zgodnie z polskimi standardami rachunkowości;

4) wyrażanie zgody na nabywanie i zbywanie nieruchomości albo udziału w nieruchomości, w tym prawa użytkownika wieczystego, co nie wymaga zgody Walnego Zgromadzenia Akcjonariuszy,

5) wyrażanie zgody na rozporządzanie prawem lub zaciąganie zobowiązań do świadczenia o wartości przekraczającej dwukrotną wysokość kapitału zakładowego, co nie wymaga zgody Walnego Zgromadzenia Akcjonariuszy.

C. Zarząd

§ 27.

1. Zarząd składa się z 1 (jednego) lub większej liczby członków, w tym Prezesa i Wiceprezesów Zarządu, powoływanych i odwoływanych przez Radę Nadzorczą, z wyjątkiem pierwszego Zarządu, którego skład określony został w akcie założenia Spółki. Liczbę członków zarządu ustala każdorazowo Rada Nadzorcza.

2. Członków Zarządu powołuje się na okres wspólnej kadencji, która wynosi 5 (pięć) lat.

3. Wynagrodzenie członków Zarządu Spółki ustalane jest przez Radę Nadzorczą.

4. Wszelkie sprawy związane z prowadzeniem przedsiębiorstwa Spółki niezastrzeżone ustawą lub niniejszym Statutem do kompetencji Walnego Zgromadzenia lub Rady Nadzorczej, należą do kompetencji Zarządu

§ 28. Jeżeli Zarząd jest jednoosobowy, do składania oświadczeń woli w imieniu Spółki upoważniony jest członek Zarządu działający indywidualnie. W przypadku Zarządu dwuosobowego lub wieloosobowego do składania oświadczeń, zaciągania zobowiązań oraz podpisywania umów i innych dokumentów w imieniu Spółki upoważnieni są:

1) dwaj członkowie Zarządu łącznie, albo

2) jeden członek Zarządu łącznie z ustanowionym ewentualnie prokurentem.

V. Gospodarka spółki

§ 29.

1. Rokiem obrotowym Spółki jest rok kalendarzowy.

2. Rachunkowość Spółki będzie prowadzona zgodnie z przepisami obowiązującymi w Polsce.

VI. Postanowienia końcowe

§ 30.

1. W sprawach nieuregulowanych niniejszym Statutem mają zastosowanie przepisy Kodeksu spółek handlowych.

2. Wymagane prawem ogłoszenia pochodzące od Spółki zamieszczane będą w Monitorze Sądowym i Gospodarczym.

3. Walne Zgromadzenie może upoważnić Radę Nadzorczą do ustalenia jednolitego tekstu zmienionego Statutu lub wprowadzenia innych zmian o charakterze redakcyjnym określonych w uchwale zgromadzenia. W braku powyższego

upoważnienia na podstawie każdej uchwały Walnego Zgromadzenia w przedmiocie zmian w statucie Spółki Zarząd opracowuje jednolity tekst Statutu.

Annexe 1. Le projet des statuts consolidés de FTF PL

STATUTS DE FTF GALLEON S.A.

I. Dispositions générales

§ 1.

1. La Société mène une activité économique sous la raison sociale FTF Galleon Spółka Akcyjna.
2. La Société peut utiliser l'abréviation FTF Galleon S.A.

§ 2. La Société est sise à Varsovie.

§ 3. La Société est créée pour une durée indéterminée.

§ 4.

1. La société agit sur le territoire de la République de Pologne ainsi qu'à l'étranger.
2. La Société peut créer des filiales et des bureaux de représentation en Pologne ainsi qu'à l'étranger.
3. La Société peut détenir des parts dans des sociétés polonaises et hors du territoire de la République de Pologne.

II. Objet de la société

§ 5.

1. La Société a pour objectif la gestion d'une entreprise à but lucratif en Pologne ainsi qu'à l'étranger.
2. L'activité de la Société a pour objet, conformément à la classification polonaise des activités (pol. PKD):
 - 1) 63.99.Z Autres services d'information non classés autrement;
 - 2) 64.19.Z Autres services d'intermédiation monétaire;
 - 3) 64.20.Z Activités des sociétés holding financières;
 - 4) 64.91.Z Crédit-bail;
 - 5) 64.92.Z Autres formes de distribution de crédits;
 - 6) 64.99.Z Autres services financiers non classés autrement, à l'exclusion des assurances et des fonds de retraite;
 - 7) 66.12.Z Courtage de valeurs mobilières et de marchandises;
 - 8) 66.19.Z Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite;
 - 9) 68.10.Z Achat et vente de biens immobiliers pour compte propre;
 - 10) 68.20.Z Location et exploitation de biens immobiliers propres ou loués;
 - 11) 68.31 Z Intermédiation dans l'immobilier;
 - 12) 68.32.Z Administration de biens immeubles pour compte de tiers;
 - 13) 69.10.Z Services juridiques;
 - 14) 69.20.Z Activités comptables; conseil fiscal;
 - 15) 70.10.Z Activités des sièges sociaux et des sociétés holding, à l'exclusion des sociétés holding financières;
 - 16) 70.22.Z Autres activités de conseil pour les affaires et la gestion;
 - 17) 74.90.Z Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques non classées autrement;
 - 18) 82.91.Z Activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle.

III. Capital social

§ 6.

1 Le capital social de la Société s'élève à PLN 4.324.261.500,00 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante et un mille cinq cents zlotys polonais).

2. Le capital social de la Société se divise en:

a) 100.000 (cent mille) actions nominatives de série A numéros A-000.001 à A-100.000, d'une valeur nominale de 1,00 PLN (un zloty polonais) chacune. Le prix d'émission d'une action de série A est égal à la valeur nominale et il s'élève à 1,00 PLN (un zloty polonais).

b) 4.324.261.500 (quatre milliards trois cent vingt-quatre millions deux cent soixante et un mille cinq cents) actions nominatives de série B numéros B-0.000.000.001 à B-4.324.261.500, d'une valeur nominale de 1,00 PLN (soit: un zloty polonais) chacune. Le prix d'émission d'une action de série B est égal à la valeur nominale et il s'élève à 1,00 PLN (soit: un zloty polonais).

3. Les actions de la première émission, d'une valeur totale de 100 000,00 PLN (cent mille zlotys polonais), déterminées en tant qu'actions nominatives ordinaires de série A numéros A-000.001 à A-100.000 ont été délivrées à un prix égal à leur

valeur nominale et elles ont été prises par le Fondateur de la Société, c'est-à-dire la société sous la raison sociale Trinity Shelf Companies Sp. z o.o. sise à Varsovie.

4. Les actions de la première émission ont été couvertes par le Fondateur par un apport financier s'élevant à 25% (vingt-cinq pour cent) de leur valeur nominale jusqu'à la date de la présentation de la demande d'inscription de la Société au Registre des sociétés.

5. Les actions nominatives de série A numéros A-000.001 à A-100.000 sont des actions ordinaires.

6. Les actions nominatives de série B numéros B-0.000.000 001 à B-4.324.261.500 sont des actions ordinaires.

§ 7.

1. La Société peut émettre des actions dotées de droits spéciaux (actions privilégiées). Le privilège de ces actions peut concerner le droit de vote, le droit au dividende ou le partage des biens en cas de liquidation de la Société.

2. En cas d'émission d'actions privilégiées, l'actionnaire peut exécuter les droits spéciaux qui lui reviennent et qui sont liés à l'action privilégiée après la fin de l'exercice comptable pendant lequel il a fourni en totalité son apport destiné à couvrir le capital social.

3. La Société peut émettre des actions nominatives ou au porteur. Les nouvelles actions peuvent être des actions nominatives ou au porteur.

4. La Société peut transformer les actions nominatives par des actions au porteur et les actions au porteur par des actions nominatives. La transformation des actions nominatives en actions au porteur ou des actions au porteur en actions nominatives nécessite l'accord du Conseil de surveillance. La transformation des actions nominatives privilégiées en actions au porteur entraîne l'expiration des actions. Dans le cas des nouvelles actions, les actions prises peuvent être couvertes par des apports financiers ou en nature.

5. Le capital social peut être augmenté par émission de nouvelles actions ou par augmentation de la valeur nominale des actions existantes, sur la base d'une résolution de l'Assemblée générale. Le capital social peut être augmenté en y transférant le montant déterminé par la résolution de l'Assemblée générale à partir du capital de réserve créé sur le bénéfice de la Société ou à partir de la réserve légale et en délivrant les actions aux actionnaires actuels à titre gratuit, au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

6. La Société peut émettre des titres de créance, y compris des obligations convertibles ou des obligations avec un droit de préemption, mais aussi des titres de souscription.

§ 8.

1. Les actions de la Société peuvent être amorties avec l'accord de l'actionnaire, par la vente des actions à la Société (amortissement volontaire) ou sans l'accord de l'actionnaire (amortissement forcé).

2. L'amortissement volontaire est possible dans tous les cas à condition que l'actionnaire dont les actions doivent être amorties accepte les conditions d'amortissement, dont notamment le nombre d'actions à amortir, le délai d'amortissement, le montant de la rémunération ou l'accord pour l'amortissement sans rémunération et le délai de versement de la rémunération. L'amortissement volontaire ne peut pas avoir lieu plus d'une fois pendant l'exercice.

3. Les actions de la Société peuvent être amorties selon le mode d'amortissement forcé s'il est révélé que l'actionnaire agit contre les intérêts de la Société ou au préjudice de la Société, ce qui a été confirmé par la décision de l'organe compétent ayant autorité de chose jugée.

4. L'amortissement forcé a lieu contre rémunération, qui ne peut pas être inférieure à la valeur des actifs nets par action démontrés dans les états financiers pour l'exercice précédent, diminués du montant destiné au partage entre les actionnaires.

§ 9.

1. La Société crée les capitaux suivants:

(a) capital social;

(b) réserve légale;

(c) capital de réserve.

2. En plus des capitaux cités à l'alinéa 1, la Société crée un fonds de prestations sociales et d'autres fonds, si cela est conforme aux dispositions juridiques en vigueur.

§ 10.

1. La réserve légale est créée à partir du bénéfice à distribuer et elle sert à couvrir la perte démontrée dans les états financiers ainsi qu'à d'autres objectifs déterminés par l'Assemblée générale. La déduction pour la réserve légale ne peut pas être inférieure à 8% du bénéfice de l'exercice en question, jusqu'à ce que la réserve soit égale à au moins un tiers du capital social.

2. Seront transférés à la réserve légale les excédents obtenus de l'émission d'actions au-delà de leur valeur nominale, restant après la couverture des frais de l'émission d'actions.

3. L'Assemblée générale peut décider de transférer l'excédent de la réserve légale supérieur à un tiers du capital social au capital de réserve.

4. Le mode d'utilisation de réserve légale et du capital de réserve est déterminé par l'Assemblée générale, à savoir qu'une part de la réserve légale s'élevant à un tiers du capital social ne peut servir qu'à la couverture de la perte démontrée dans les états financiers.

§ 11.

1 L'Assemblée générale décide de la distribution du bénéfice découlant des états financiers annuels examinés par le commissaire aux comptes. Le bénéfice peut être notamment destiné:

- a) à la réserve légale;
- b) aux investissements;
- c) capital de réserve supplémentaire créé par la Société;
- d) à la distribution aux actionnaires (dividende);
- e) autres buts déterminés par une résolution de l'Assemblée générale.

2. Le directoire peut verser aux actionnaires un acompte sur le dividende prévu conformément aux dispositions de l'article 349 du Code polonais des sociétés commerciales.

3. L'Assemblée générale de la Société détermine la date de dividende et le délai de versement du dividende conformément aux dispositions de l'article 348 du Code polonais des sociétés commerciales.

IV. Organes de la société

§ 12. Les autorités de la Société sont:

- 1) l'Assemblée générale,
- 2) le Conseil de surveillance,
- 3) le Directoire.

A. Assemblée générale

§ 13.

1. L'Assemblée Générale peut être ordinaire ou extraordinaire.

2. L'Assemblée générale ordinaire doit être tenue au plus tard dans un délai de six mois après la fin de chaque exercice.

3. L'Assemblée extraordinaire est convoquée par le Directoire de sa propre initiative ou à la demande écrite du Conseil de surveillance ou celle des Actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social.

4. L'Assemblée générale extraordinaire doit être convoquée dans les deux semaines qui suivent la date de la présentation de la demande conformément à l'alinéa 3 ci-dessus. L'Assemblée générale doit être tenue au plus tard dans un délai de 2 (deux) mois après la date de convocation.

§ 14. Le Conseil de surveillance convoque l'Assemblée générale:

- 1) si le Directoire n'a pas convoqué de l'Assemblée générale ordinaire dans le délai prévu,
- 2) si malgré la présentation de demandes par le Conseil de surveillance et les actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social, le Directoire n'a pas convoqué l'Assemblée générale extraordinaire dans un délai de 14 jours à compter de leur soumission.

§ 15.

1. L'ordre du jour de l'Assemblée générale est déterminé par le Directoire ou par le Conseil de surveillance, si l'Assemblée générale a été convoquée par le Directoire ou par le Conseil de surveillance.

2. Le Conseil de surveillance et les actionnaires représentant au moins 1/10 du capital social peuvent demander l'ajout des affaires respectives à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Si cette demande est présentée après la convocation de l'Assemblée générale, elle sera traitée comme une demande de convocation de l'Assemblée générale extraordinaire.

§ 16.

1. Les résolutions de l'Assemblée générale sont adoptées à la majorité simple des voix, sauf dispositions contraires des Statuts ou de la loi.

2. Les Assemblées générales se réunissent au siège de la Société ou à un autre endroit sur le territoire de la République de Pologne indiqué par l'entité qui convoque l'Assemblée.

3. L'Assemblée générale ne peut adopter des résolutions que dans les affaires portées à l'ordre du jour, à moins que la totalité du capital soit représentée à l'Assemblée et qu'aucune des personnes présentes ne se soit opposée à l'adoption de la résolution.

§ 17. Les affaires suivantes nécessitent l'adoption d'une résolution par l'Assemblée générale:

- 1) l'examen et l'approbation du rapport du Directoire sur l'activité de la société et des états financiers pour l'exercice précédent ainsi que le quitus donné aux membres des organes de la société pour l'exercice de leurs obligations,
- 2) les décisions concernant les prétentions en réparation d'un dommage causé à l'occasion de la constitution de la Société ou dans le cadre de la gestion ou de la surveillance de la Société,

3) la vente ou le bail de l'entreprise ou d'une partie organisée de l'entreprise ou la constitution d'un droit matériel restreint sur celles-ci,

4) l'émission d'obligations convertibles ou avec un droit de préemption,

5) l'achat des actions propres dans le cas déterminé à l'article 362 § 1 point 2) du Code polonais des sociétés commerciales et l'autorisation de leur achat dans le cas déterminé à l'article 362 § 1 point 8) du Code polonais des sociétés commerciales,

6) la conclusion du contrat visé à l'article 7 du Code polonais des sociétés commerciales;

7) l'adoption de résolutions concernant la distribution des bénéfices ou la couverture des pertes;

8) la fusion, le partage ou la transformation de la Société;

9) la dissolution et la liquidation de la Société;

10) l'augmentation ou la diminution du capital social, sous réserve des droits attribués dans ce domaine aux autres organes de la Société,

11) la détermination des principes de rémunération des membres du Conseil de surveillance;

12) la modification des Statuts de la Société, y compris la modification de l'objet d'activité de la Société;

13) la détermination de la date de dividende;

14) la détermination du délai de versement du dividende;

15) l'examen des affaires soumises par le Conseil de surveillance, le Directoire ou les actionnaires;

16) autres affaires réservées à la compétence de l'Assemblée générale par les dispositions de la loi ou par les dispositions des présents Statuts.

§ 18. L'Assemblée Générale est ouverte par le président du Conseil de surveillance ou par la personne désignée par ce dernier, puis le président de l'Assemblée est choisi parmi les personnes autorisées à voter.

B. Conseil de surveillance

§ 19. Le Conseil de surveillance est composé de 3 (trois) à 6 (six) membres nommés et révoqués par l'Assemblée générale de la Société. Le nombre des membres du Conseil de surveillance est déterminé par l'Assemblée générale de la Société.

§ 20. L'exercice des membres du Conseil de surveillance est conjoint et il dure cinq exercices. Une résolution adoptée par l'Assemblée générale détermine à chaque fois la composition quantitative et qualitative du Conseil de surveillance.

§ 21.

1. Les membres du Conseil de surveillance choisissent en leur sein le président et le vice-président du Conseil de surveillance.

2. Pour que ce choix soit valable, ils doivent être élus par la majorité absolue des voix des membres présents à la réunion du Conseil.

§ 22.

1. Pour que les résolutions adoptées par le Conseil de surveillance soient valables, tous les membres du Conseil doivent être convoqués et au moins la moitié des membres doit être présente.

2. Le Conseil de surveillance peut adopter ses résolutions par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe.

§ 23. Les résolutions du Conseil de surveillance sont adoptées à la majorité simple des voix des membres du Conseil de surveillance présents à la réunion.

§ 24. Le Conseil de surveillance peut déléguer ses membres en vue de l'exercice individuel des missions de surveillance respectives. En cas d'égalité des voix pour et contre l'adoption d'une résolution, la voix du président du Conseil de surveillance est décisive.

§ 25.

1. Les réunions du Conseil de surveillance sont convoquées par le président du Conseil.

2. La réunion du Conseil de surveillance doit être convoquée à la demande d'au moins deux membres du Conseil ou à la demande du Directoire.

3. Les réunions du Conseil de surveillance doivent être notifiées aux membres du Conseil par le président du Conseil, qui est tenu de les convoquer par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe dans un délai tel que le membre du Conseil doit recevoir la convocation au plus tard 1 (un) jour avant la date prévue de la réunion. Dans certains cas justifiés, ce délai peut être plus court.

4. La convocation à la réunion du Conseil de surveillance doit citer: la date, l'heure et le lieu de la réunion, l'ordre du jour et les projets de résolutions éventuels. Si tous les membres sont présents à la réunion, l'ordre du jour peut être modifié.

5. Le Conseil de surveillance peut se réunir sans convocation formelle à condition que tous les membres du Conseil participent à la réunion et que nul ne s'oppose à la réunion ni à aux affaires respectives portées à l'ordre du jour.

6. Les membres du Conseil de surveillance peuvent participer à l'adoption des résolutions du Conseil en votant par écrit par l'intermédiaire d'un autre membre du Conseil de surveillance. Les voix rendues par écrit ne peuvent pas concerner les affaires portées à l'ordre du jour pendant la réunion du Conseil de surveillance. Le Conseil de surveillance peut adopter ses résolutions par écrit ou en utilisant des moyens de télécommunication directe (par téléphone ou de toute autre manière qui permet à tous les membres du Conseil de communiquer entre eux). La résolution adoptée ainsi que décrite ci-dessus n'est valable que si le projet de la résolution a été porté à la connaissance de tous les membres du Conseil de surveillance. L'adoption de résolutions selon le mode déterminé dans ce point ne concerne pas la nomination, la révocation et la suspension des membres du Directoire dans l'exercice de leurs obligations ni l'élection, la révocation et la suspension du président du Conseil dans l'exercice de ses obligations.

7. Les membres du Conseil de surveillance exercent personnellement leurs droits et leurs obligations.

8. La rémunération des membres du Conseil de surveillance est déterminée par l'Assemblée générale.

§ 26. Le Conseil de surveillance décide dans toutes les affaires que la loi ou les Statuts ne réservent pas à la compétence de l'Assemblée générale ou du Directoire. Les compétences du Conseil de surveillance comprennent également:

1) l'évaluation des états financiers, du rapport du Directoire sur l'activité de la Société pendant l'exercice précédent du point de vue de leur conformité aux livres, aux documents et à l'état des faits et l'évaluation des demandes du Directoire concernant la distribution du bénéfice et la couverture des pertes;

2) la présentation à l'Assemblée générale d'un rapport écrit sur les résultats de l'évaluation visée au point 1 ci-dessus;

3) le choix du commissaire aux comptes chargé de l'examen des états financiers de la Société conformément aux normes comptables polonaises;

4) l'autorisation de l'achat et de la vente de biens immeubles ou de parts dans les biens immeubles, y compris le droit d'usufruit perpétuel, ce qui ne nécessite pas l'accord de l'Assemblée générale des Actionnaires;

5) l'autorisation pour disposer des droits et pour la souscription d'obligations concernant une prestation d'un montant double par rapport au montant du capital social, ce qui ne nécessite pas l'accord de l'Assemblée générale des Actionnaires.

C. Directoire

§ 27.

1. Le Directoire est composé de 1 (un) ou de plusieurs membres, dont le Président et les vice-présidents du Directoire, qui sont nommés et révoqués par le Conseil de surveillance, à l'exception du premier Directoire dont la composition est déterminée dans l'acte de constitution de la Société. Le nombre des membres du Directoire est déterminé à chaque fois par le Conseil de surveillance.

2. Les membres du Directoire sont nommés pour la durée d'un exercice conjoint, qui s'élève à 5 (cinq) ans.

3. La rémunération des membres du Directoire de la Société est déterminée par le Conseil de surveillance.

4. Toutes les affaires liées à la gestion de la Société qui ne sont pas réservées par la loi ou par les présents Statuts à la compétence de l'Assemblée générale ou du Conseil de surveillance font partie des compétences du Directoire.

§ 28. Si le Directoire est composé d'une seule personne, les déclarations de volonté au nom de la Société peuvent être présentées par le membre du Directoire agissant individuellement. Si le Directoire est composé de deux personnes ou plus, sont autorisés à présenter des déclarations, à souscrire des obligations, à signer des contrats et autres documents au nom de la Société:

1) deux membres du Directoire conjointement, ou

2) un membre du Directoire conjointement avec le fondé de pouvoir, s'il a été nommé.

V. Gestion de la société

§ 29.

1. L'année fiscale de la société correspond à l'année civile.

2. La comptabilité de la Société sera tenue conformément aux dispositions en vigueur en Pologne.

VI. Dispositions finales

§ 30.

1. Dans toutes les affaires non réglées par les présents Statuts, les dispositions du Code polonais des sociétés commerciales sont applicables.

2. Les annonces de la Société exigées par la loi seront publiées dans le journal «Monitor Sądowy i Gospodarczy».

3. L'Assemblée générale peut autoriser le Conseil de surveillance à déterminer le texte consolidé des Statuts modifiés ou à apporter d'autres changements rédactionnels déterminés par la résolution de l'Assemblée. Faute d'une telle autorisation, le Directoire élaborera le texte consolidé des Statuts sur la base de toute résolution de l'Assemblée générale concernant la modification des Statuts de la Société.

Załącznik 2. Kalkulacja parytetu wymiany akcji

Annexe 2. Calcul du Rapport d'échanges des actions.

Exchange ratio & NAV	Współczynnik wymiany i wartość aktywów netto na dzień 15 października 2015	FTF GALLEON PL	FTF GALLEON Lux
Assets	Aktywa	PLN	PLN
Non-current Assets	Aktywa trwałe		
Financial assets at fair value	Inwestycje długoterminowe		4 631 334 014
Long-term prepayments and accruals	Aktywa z tytułu odroczonego podatku dochodowego	11 096	
Total non-current assets	Razem Aktywa trwałe	11 096	4 631 334 014
Current assets	Aktywa obrotowe		
Trade and other receivables	Należności handlowe i pozostałe	0	61 852
Cash and cash equivalents	Środki pieniężne	46 285	15 175 696
Total current assets	Razem Aktywa obrotowe	46 285	15 237 548
Total assets	Razem Aktywa	57 381	4 646 571 562
Equity and Liabilities	Pasywa		
Share capital	Kapitał akcyjny	100 000	238 646 361
Share premium	Kapitał zapasowy	0	1 829 454 415
Legal reserve	Kapitał rezerwowy		23 864 637
Revaluation reserve	Kapitał z aktualizacji wyceny		1 619 727 979
Currency translation reserve	Różnice kursowe z przeliczeń	0	-259 335 806
Retained earnings / (accumulated losses)	Zyski zatrzymane	-47 309	871 903 913
Total equity	Razem kapitały	52 691	4 324 261 499
Current liabilities	Zobowiązania bieżące		
Borrowings	Pożyczki		321 474 546
Trade and other payables	Zobowiązania handlowe i pozostałe	4 690	753 183
Current tax liabilities	Bieżące zobowiązania podatkowe	0	82 327
Total current liabilities	Razem zobowiązania bieżące	4 690	322 310 063
Total liabilities	Razem zobowiązania	4 690	322 310 063
Total equity and liabilities	Razem Pasywa	57 381	4 646 571 562
Net Assets Value	Wartość aktywów netto	52 690,74	4 324 261 499,00
No of shares	Liczba akcji	100 000,00	56 424 249,00
SHARES EXCHANGE RATIO	WSPÓŁCZYNNIK WYMIANY UDZIAŁÓW		76,638 353

za 1 dotychczasową akcję FTF Galleon Lux zostanie wydanych 76,638353 akcji FTF Galleon PL
76,638353 akcji FTF Galleon PL shares will be issued in return for 1 existing FTF Galleon Lux share

za cały pakiet 56424249 akcji FTF Galleon Lux zostanie wydanych 4324261500 akcji FTF Galleon PL
4324261500 FTF Galleon PL shares will be issued in return for the whole package of 56424249 FTF Galleon Lux shares

FTF Galleon	Udziałowcy FTF Galleon PL	before merger przed połączeniem	new shares of FTF Galleon PL nowe akcji FTF Galleon PL	after merger po połączeniu	payment in cash dopłata w gotówce
PL Shareholders	MS	100 000,00	3 772 548 359,00	3 772 648 359,00	0,53
	BS		551 713 141,00	551 713 141,00	0,47
Total	Razem	100 000,00	4 324 261 500,00	4 324 361 500,00	1,00

Załącznik 3. Ustalenie wartości Majątku FTF Lux na dzień 15 października 2015 R.

Luksemburg, dn. 6 listopada 2015

FTF Galleon SA
Aleje Jerozolimskie 56C
00-803 Warszawa

Oświadczenie o wartości godziwej Spółki FTF Galleon S.A. z siedzibą Luksemburg

Zarząd Spółki FTF Galleon S.A. z siedzibą Aleje Jerozolimskie 56C, Warszawa oświadcza, iż wartość godziwa Spółki FTF Galleon SA z siedzibą 2-8, Charles de Gaulle Avenue, Luksemburgu („Spółka”) na dzień 15.10.2015 wynosi 4 324 261 499 PLN.

Podstawą do ustalenia wartości godziwej Spółki była wycena wartości godziwej poszczególnych składników jej aktywów i zobowiązań dokonana na podstawie sprawozdania finansowego na dzień 15.10.2015:

A. Aktywa trwałe:

1. Aktywa finansowe w skład których wchodzi akcje w następujących spółkach:

a) Barlinek SA - 60,50% akcji o wartości 932 844 364 PLN wycenionych zgodnie z metodą dochodową*;

(* Wewnętrzne ograniczenia wyceny metodą dochodową: Wycena metodą dochodową jest pochodną wielu czynników, takich jak założenia przyjęte na potrzeby wyceny oraz szacowane przyszłe przepływy pieniężne planowane do wygenerowania przez podmiot będący przedmiotem wyceny. Dochowanie należytej staranności w podejściu do wyceny nie stanowi jednak gwarancji, iż faktyczna realizacja przyjętych do wyceny założeń w przyszłości, nie będzie istotnie różna od założeń przyjętych dla celów wyceny)

b) Rovese SA - 92,92% akcji o wartości 1 055 596 557 PLN notowane na Giełdzie Papierów Wartościowych w Warszawie wycenione według kursu zamknięcia z dnia 15/10/2015;

c) Synthos SA - 51,61% akcji o wartości 2 642 893 093 PLN notowane na Giełdzie Papierów Wartościowych w Warszawie wycenione według kursu zamknięcia z dnia 15/10/2015.

B. Aktywa obrotowe:

1. Należności z tytułu dostaw i usług o wartości 61 852 PLN wycenione wg wartości księgowej, nieodbiegającej istotnie od wartości godziwej. Za wartość godziwą należności handlowych uznano ich wartość bilansową, ponieważ są to należności krótkoterminowe w odniesieniu, do których efekt dyskontowania jest nieistotny;

2. Środki pieniężne o wartości 15 175 696 PLN wycenione wg wartości księgowej nieodbiegającej istotnie od wartości godziwej. Wartość godziwa obejmuje wartość nominalną (wraz z należnymi odsetkami) depozytów bankowych płatnych na żądanie.

C. Zobowiązania długoterminowe:

1. Kredyty długoterminowe o wartości 321 474 546 PLN. Za wartość godziwą kredytów uznano ich wartość bilansową tj. zamortyzowany koszt, gdyż, w ocenie Zarządu nie odbiega ona istotnie od wartości godziwej tych zobowiązań, ponieważ kredyty oprocentowane są według zmiennej stopy procentowej, nie wystąpiły istotne koszty transakcyjne na moment zaciągania kredytów oraz marża na ryzyko kredytowe kredytobiorcy odpowiada marży rynkowej na dzień wniesienia wkładu.

D. Zobowiązania krótkoterminowe:

1. Zobowiązania z tytułu dostaw i usług oraz pozostałe o wartości 753 190 PLN. Za wartość godziwą zobowiązań handlowych uznano ich wartość bilansową, ponieważ są to zobowiązania krótkoterminowe w odniesieniu do których efekt dyskontowania jest nieistotny;

2. Zobowiązania z tytułu podatków o wartości 82 327 PLN. Za wartość godziwą zobowiązań handlowych uznano ich wartość bilansową, ponieważ są to zobowiązania krótkoterminowe w odniesieniu do których efekt dyskontowania jest nieistotny.

Warszawa, 6.11.2015.

FTF Galleon S.A.

Zarząd

Jarosław Tomasz GRODZKI / Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Robert Edward OSKARD

Prezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu / Wiceprezes Zarządu

Annexe 3. Valorisation des actifs de FTF Lux au 15 octobre 2015

Luxembourg, 6 novembre 2015

FTF Galleon SA

Aleje Jerozolimskie 56C

00-803 Varsovie

Déclaration sur la juste valeur de la Société FTF Galleon S.A. dont le siège est au Luxembourg

Le Directoire de la Société FTF Galleon S.A. ayant son siège social Aleje Jerozolimskie 56C, Varsovie, déclare, que la juste valeur de la Société FTF Galleon SA ayant son siège au 2-8, Charles de Gaulle Avenue, Luxembourg (ci-après dénommée la «Société») au 15.10.2015 s'élève à 4 324 261 499 PLN.

La juste valeur de la Société a été déterminée sur la base de l'évaluation de la juste valeur de chacun des éléments de l'actif et du passif de la Société effectuée sur la base des états financiers établis au 15.10.2015:

A. Actif immobilisé:

1. Actifs financiers composés d'actions des sociétés suivantes:

a) Barlinek SA - 60,50% d'actions d'une valeur égale à 932 844 364 PLN évaluées selon la méthode du revenu*;

(* Restrictions internes de l'évaluation par le revenu: L'évaluation par le revenu résulte de nombreux éléments tels que les hypothèses adoptées pour les besoins de l'évaluation et les estimations des futurs flux de trésorerie à générer par l'entité faisant l'objet de l'évaluation. La due diligence au moment de l'évaluation ne garantit cependant pas, que la réalisation réelle dans l'avenir des hypothèses adoptées pour les besoins de l'évaluation, ne sera pas différente de façon importante des hypothèses adoptées pour les besoins de l'évaluation.)

b) Rovese SA - 92,92% d'actions d'une valeur égale à 1 055 596 557 PLN cotées à la Bourse de Valeurs à Varsovie évaluées selon le cours de clôture du 15/10/2015;

c) Synthos SA - 51,61% d'actions d'une valeur égale à 2 642 893 093 PLN cotées à la Bourse de Valeurs à Varsovie évaluées selon le cours de clôture du 15/10/2015.

B. Actif circulant:

1. Créances fournisseurs d'une valeur égale à 61 852 PLN; la juste valeur des créances commerciales est considérée être leur valeur comptable, s'agissant de créances à court terme pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif;

2. Trésorerie d'une valeur égale à 15175 696 PLN. La juste valeur comprend la valeur nominale (avec les intérêts) des dépôts bancaires payables à la demande.

C. Dettes à long terme:

1. Crédits à long terme d'une valeur égale à 321 474 546 PLN. La juste valeur des crédits est considérée être la valeur comptable, c'est-à-dire les coûts amortis, dans la mesure où, selon l'avis du Directoire, cette valeur ne diffère guère de la juste valeur de ces dettes, sachant que les crédits sont soumis à un taux d'intérêts variable, les coûts des transactions n'étaient pas importants au moment de la conclusion des contrats de crédit et la marge du risque sur le crédit de l'emprunteur correspond à la marge du marché à la date de la réalisation de l'apport.

D. Dettes à court terme:

1. Dettes fournisseurs et autres d'une valeur égale à 753 190 PLN. La juste valeur des dettes commerciales est considérée être leur valeur comptable, s'agissant de dettes à court terme pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif;

2. Dettes fiscales d'une valeur égale à 82 327 PLN. La juste valeur des dettes commerciales est considérée être leur valeur comptable, s'agissant de dettes à court terme pour lesquelles l'effet de l'actualisation n'est pas significatif.

Varsovie, le 6.11.2015.

*Pour le Conseil d'Administration de
FTF Galleon S.A.*

Jarosław Tomasz GRODZKI / Mariusz Aleksander WANIOŁKA / Robert Edward OSKARD
Directeur Général / Directeur Général Délégué / Directeur Général

Référence de publication: 2015180487/1631.

(150201548) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Nordik S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 138.401.

Il résulte du procès-verbal d'une réunion du Conseil d'Administration de la Société tenue en date du 21 septembre 2015 que les administrateurs, M. Marc SCHMIT, également Président du Conseil d'Administration, Mme Annie SWETENHAM et M. Thierry TRIBOULOT, se sont démis de leurs fonctions respectives avec effet immédiat.

Luxembourg, le 21 septembre 2015.

SG AUDIT Sarl

Référence de publication: 2015158105/12.

(150174082) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2015.
